

Lutte contre la délinquance financière au Mali : De hauts fonctionnaires ont déjà commencé à quitter le pays

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 31 OCTOBRE 2019

483

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



IBK et Soumaila Cissé : Une rencontre de plus ?



Korientzé : Enfin, Ampilema Togo libéré !



Mali : Le peuple en quête de dignité

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

Une	IBK et Soumaïla Cissé : Une rencontre de plus ?	P.4
Brèves	Reconnaissance du mérite : Le gouverneur récompensé	P.9
	Processus de paix au Mali : Awa Faye s'engage pour l'implication de la société civile	P.9
	LE GOUVERNEUR DE LA RÉGION DE KAYES COMMUNIQUE	P.9
	Convention du financement du programme trois frontières : Une coopération fructueuse !	P.10
	Police Nationale : Le 3e arrondissement impliqué dans un grave incident à l'hippodrome	P.10
	Groupe SAER : Le Secrétaire Général chassé pour mauvaise gestion	P.11
	Probable fuite pour échapper à la justice : Soumana Mory Coulibaly donne sa version des faits	P.11
	Mohamed Ali Bathily sur le dossier Amadou Haya Sanogo : Nouhoum Sarr relève des « mensonges »	P.12
	Insécurité à Kidal : Un prétexte pour refuser de servir dans la région	P.12
Actualité	COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI, 30 OCTOBRE 2019	P.14
	Korientzé : Enfin, Ampilema Togo libéré !	P.15
	Atelier préparatoire au forum régional : La jeunesse malienne outillée !	P.16
	Lutte contre la délinquance financière au Mali : De hauts fonctionnaires ont déjà commencé à quitter le pays	P.17
Politique	IBK en Russie : Pour le sommet ou pour le tourisme ?	P.18
	Opération de révision des listes électorales : L'afflux reste timide !	P.20
	Mali : Le peuple en quête de dignité	P.21
Culture & société	LES DIOCESES DU MALI – ELEMENTS D'HISTOIRE: (Suite et fin)	P.24
International	Etat islamique en Irak et au levant : La mort de Aboubacr Al BAGHDADI et nous	P.27
	Côte d'Ivoire : La plateforme d'associations soroïstes sur les fonts baptismaux	P.28
	Longtemps sous perfusion : L'Union africaine est en quête d'autonomie financière	P.29
	Montreuil : Après leur expulsion des locaux de l'Afpa, les Bara ont passé la nuit dehors	P.32
Sport	CAN U23: L'absence de Sambou Sissoko expliquée par son club	P.33
	Tottenham : Serge Aurier taclé après sa faute sur Mané	P.33

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougé

P.9



P.17



P.20



IBK et Soumaïla Cissé : Une rencontre de plus ?



Le Président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, a rencontré le lundi, 28 octobre 2019, le Chef de file de l'Opposition, son éternel rival Soumaïla Cissé. Aucun communiqué ni de la Présidence ni du Ministre Porte-parole du Gouvernement, Yaya Sangaré, ni du Cabinet du Chef de file de l'Opposition n'a sanctionné cette énième rencontre. Serait-ce une rencontre de plus comme on en a connu par le passé, une de ces rencontres qui ferait le constat des dissensions entre IBK et son éternel challenger ? Rien n'est moins sûr. Car la position de Soumaïla Cissé et de ses camarades du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) est connue pour avoir été largement diffusée dans la presse. C'est pourquoi on peut penser que si IBK a souhaité rencontrer une fois de plus Soumaïla Cissé, c'est peut-être qu'il a de nouvelles propositions à lui faire, des propositions de nature à décrire le climat politique malien.

Selon des sources en provenance du Cabinet du Chef de file de l'Opposition, Soumaïla Cissé a rencontré lundi, en fin de journée, le Président IBK. Jusque-là rien n'a filtré de cette énième rencontre. Cependant certains observateurs laissent entendre qu'il s'agirait d'une rencontre d'information. La crise politique dans laquelle se trouve le Mali depuis l'avènement d'IBK au pouvoir et qui a été accentuée suite à la dernière élection présidentielle de juillet et août 2018, fait croire qu'une rencontre IBK-Soumaïla

Cissé ne peut se résumer à une simple information. Il y a de fortes chances que les deux personnalités aient fait un tour d'horizon de la situation du Mali.

En premier lieu, IBK aurait informé Soumaïla Cissé de la situation sécuritaire suite à l'attaque subie par les forces spéciales maliennes à Boulkessi et qui a officiellement fait une quarantaine de morts parmi les forces maliennes. On sait que le Chef de file de l'Opposition attache une grande importance à la sécurité nationale et a toujours demandé par le passé que les forces armées et de sécurité soient mises

dans les conditions optimales pour faire leur travail de sécurisation des hommes et des biens et de sauvegarde de l'intégrité du territoire national. La demande par Soumaïla Cissé de la mise en place d'une Commission parlementaire d'enquête sur l'affaire dite des « avions cloués au sol » procède de cette conviction. Ladite Commission a effectivement été constituée sous la conduite de l'Honorable Zoumana N'Tji Doumbia, Président de la Commission Lois à l'Assemblée nationale du Mali. La concrétisation de cette exigence du Président de l'Union pour République et la Démocratie a été saluée





par IBK ce qui pourrait être un point de convergence entre les deux hommes.

Une autre exigence de Soumaïla Cissé est la lutte contre la corruption qui a atteint des proportions de nature à déséquilibrer la fragile économie du Mali. La nomination de Malick Coulibaly à la tête du Ministère de la Justice et les récentes interpellations de personnalités fortes du Mali dans des présumés détournement de biens publics font naître quelque espoir chez les Maliens même si cette tendance doit être confirmée. Si IBK laisse la Justice poursuivre la traque de tous les délinquants financiers et fonciers sans exception, alors il pourrait bénéficier de soutiens dans l'Opposition politique malienne. Des sources indiquent que certaines personnalités se sentant menacées auraient déjà choisi de quitter le pays. C'est la preuve, si cette information était avérée, que la lutte contre la corruption au Mali est bel et bien lancée et n'est pas près de s'arrêter.

Un autre point, et pas des moindres, de la rencontre entre les deux hommes est la participation de l'Opposition politique, tendance Soumaïla Cissé, au Dialogue National Inclusif (DNI) dans sa phase nationale. On sait que plusieurs responsables politiques dont Soumaïla Cissé, Mountaga Tall, Modibo Sidibé, Cheick Modibo Diarra, Soumana Sacko, ont boycotté le DNI pour protester contre la validation de ses Termes de Références (TDR) qui n'ont pas pris en compte leurs observations, recommandations et exigences. Il est approprié de penser que le Président de la République a pu faire des concessions dans ce domaine et qu'il a tenu à en informer Soumaïla Cissé. En effet, avec le boycott du DNI par la Coordination des Mouvements de l'Azawad, IBK a besoin de l'appui de tous les Maliens, y compris la classe politique, pour se donner une plus grande légitimité face aux rebelles touaregs. Car le DNI ne le sera vraiment que s'il bénéficie de l'apport de tous les

enfants du Mali d'autant plus que le Premier ministre Boubou Cissé a déclaré intégrer ses recommandations dans sa Déclaration de Politique Générale (DPG) devant l'Assemblée nationale du Mali. Si toutes les exigences de l'Opposition politique ont peu de chance d'être acceptées, un compromis est cependant possible quant au caractère exécutoire des recommandations qui seraient issues du DNI au plan national.

On le voit, IBK a plus que jamais besoin de rassembler toutes les énergies pour réussir le DNI, ultime chance pour le Président de la République de se donner les moyens légitimes pour entamer le difficile redressement du Mali. Après six années de tâtonnement au cours desquelles il a étreint six Premiers ministres, IBK est à la croisée des chemins. Le Président de la République n'est plus sûr de pouvoir compter sur un soutien inconditionnel de la Majorité présidentielle dans un contexte de peur généralisée devant la tournure que prend la lutte contre la corruption qui semble être l'épée de Damoclès pour tous ceux qui, nombreux, auraient trempé dans quelque affaire peu recommandable. C'est pourquoi il a besoin du soutien de l'Opposition politique. Si IBK est prêt à faire des concessions, alors il faudra s'attendre, dans les jours à venir, à ce que le Chef de l'État rencontre tous les autres responsables politiques de l'Opposition politique et de la Société civile qui ont boycotté le DNI. Ce sera la rencontre de la dernière chance. Si IBK échoue à faire venir ses opposants au DNI alors il devra se résoudre à vivre des jours très sombres.

■ **Diala Konaté**



Ibrahima Anne

Je ne comprends pas le fonctionnement de la machine à sanctionner du Macky. Ceux qui, comme Moustapha Diakhaté et Sory Kaba, disent qu'il n'a pas droit à un 3ème mandat sont guillotinés.

Ceux qui, comme Boughazelli et Sitor Ndour, disent qu'il y a droit ne sont pas inquiétés. Naïvement, j'avais compris qu'il était simplement interdit d'en parler, en bien ou en mal. Il va falloir que je réajuste mes certitudes



Ammy Baba Cisse

Personne n'a été nommé aujourd'hui.

Quand le Maouloud approche, les prêcheurs vont en campagne. Chacun fait des affiches pour attirer



Depuis que la haute cour de justice est là, elle a jugé qui?

Zoumana Mory aurait dit qu'il a quitté la Douane depuis 5 ans et qu'il ne saurait être mêlé à aucune affaire

Si vous voyez les anciens ministres partir, ils savent la tempête judiciaire en perspective. Il était sur la liste de Sinsy Coulibaly.

Yacouba Lompo

Lutte contre le terrorisme ou instrument d'attraction des élections américaines ?

Longtemps je me suis posé la question de savoir pourquoi à l'approche de chaque élection présidentielle américaine, l'on annonce à tambour battant le succès d'une opération causant la mort d'un chef terroriste !

3 dates me viennent à l'esprit pour faire le parallèle entre des élections présidentielles et des actions de neutralisation ces leaders de la terreur.

J'ai souvenir que le 7 Juin 2006 nous avons suivi à travers toutes les chaînes de télévision occidentales, la Mort de Abou Moussab Al-Zarkaou, celui-ci était considéré comme l'ange de la mort d'Al-Qaïda et sa neutralisation est survenue soit 2 ans avant l'élection présidentielle du 4 Novembre 2008.

La deuxième date qui couvrira sans nul doute nos pages d'histoire sera le 2 Mai 2011 où nous verrons à travers nos petits écrans, le président Barack Obama annoncer la fin d'une opération commando causant la mort de Ben Laden. Cette annonce spectaculaire survient au moment où le Président Obama jouait sa réélection pour le 6 Novembre 2012.

Enfin le 26 Octobre 2019 où nous prenons plaisir à suivre les commentaires du Président Donald Trump « mort après s'être enfui dans un tunnel sans issue, en gémissant, criant et pleurant tout du long » sur les détails de l'opération ayant causé la Mort de Abou Bakr Al-



Baghdadi, l'autoproclamé Khalifa alias l'homme le plus recherché. Cependant, même constat ! Les élections présidentielles sont prévues pour le 3 Novembre 2020 ce qui nous donne exactement 12 mois avant ce rendez-vous des urnes.

Alors, sommes-nous en droit de nous demander si nous sommes des spectateurs d'une stratégie Géo-Stratégico-Electorale ?

Loin d'entrer dans le conspirationnisme ou le complotisme, mais franchement parfois je me demande comment se fait-il qu'avec tous les moyens dont dispose cette puissance, qu'un individu puisse être insaisissable plus d'une semaine et que ce soit à l'orée des élections qu'on annonce l'annonce d'une traque.

A chacun sa lecture des informations hein....C'était la mienne et vous qu'est-ce que vous en pensez de ces annonces triomphalistes au nom de la lutte contre les terroristes ?

Elhadj Djimé Kanté

Hama Domo

Après le CSRef de la commune 5, aucun nouveau-né n'a été vacciné ce jour au CSCOM de Garantiguibougou pour manque de seringues.



Des femmes qui accouchent et abandonnent leur BB immédiatement. Le phénomène recule non ? C'est super

Touré Abdoul Karim

Ils disent se battre pour L'APR, mais ce combat est mené sans le Mali ni ses symboles et pourtant c'est au Mali.

Si l'accord ne passe pas, le Mali connaîtra plus de massacres que ceux passés.

La raison : tous les grands rendez vous sur le Mali qui ont permis de mobiliser des fonds, ont reçu comme invités d'honneur, des multinationales en ce qui concernent les ressources, des vendeurs d'armes pour la promotion des armes et les entreprises privées de sécurité de toutes sortes tous cachés derrière des nations.

Si l'accord passe, le Mali compromettra sa souveraineté nationale pour très longtemps.

La raison : une nation ne passe pas des accords dans lesquels, il cède l'essentiel de son territoire et tout ce qu'il contient. La trahison est interne. Nous assistons impuissamment à toutes sortes de théâtre sur notre propre sol et nous sommes sous pression pour céder une grande partie de notre territoire.

Entre-temps, qu'est ce qui a changé en dehors du nombre élevé des morts au Mali? Tout ce temps de mensonges, d'ignorance et de destruction. Toutes les valeurs de la république bafouées.

Le peuple malien a payé cher pour avoir voulu sortir d'un régime de répression et se retrouver avec des vendeurs d'illusions qui ont réussi à dévaster jusqu'au minimum la dignité des maliens.



Des enfants pauvres qui errent dans les rues sans formation, des parents malades et pris au piège au point de ne plus savoir ce qui est juste ou non, ce qui est urgent ou non, ce qui ne doit pas être violé ou non.

Une société de consommation est née avec un nouveau type de malien sans qualification, sans discipline, sans planification et qui se cogne surtout la tête au mur..

Touré Abdoul Karim

Amadou Tall



DROIT DANS SES BOTTES SOUS L'ORAGE : ZOU JOUE LA TRANSPARENCE -

En ce moment au Mali, nous traversons une zone de tempêtes, de dénonciation et d'arrestations. Des noms sont ainsi jetés en pâture par la rumeur publique.

Parmi eux, celui de #ZoumanaMoryCOULIBALY, ancien ministre depuis cinq mois. On a dit qu'il a été pris et qu'il a fui.

Face à cette situation, Zou a décidé de jouer la carte de la transparence.

Il a fait savoir officiellement qu'il était à Bamako, chez lui et pas en prison. Il a ensuite détaillé les voyages qu'il a effectué à l'extérieur où et pourquoi.

#ZMC a été ministre en charge de Développement social. Sans organigramme, sans budget et sans même un DAF. Y avait rien à brouter là bas.

Il est ensuite passé au Transport. Mais les nouvelles qui nous sont parvenues de là bas montrent que Zou a fait preuve de beaucoup de prudence à ce ministère. Il n'a touché à rien.

En somme, c'est un Zou serein et droit dans ses bottes qui est sorti pour tordre le coup à la rumeur.

(La photo : ne manquez pas de noter la présence de #AdamaSANGARÉ à droite de la photo. J'ai fais exprès pour avoir cet angle de prise où j'avais le ministre COULIBALY et le Maire du District dans le même plan).

MISSION SECRETE :

X-37B EST DE RETOUR DU CIEL-

L'avion spatiale sans pilote des forces armées américaines est revenu du ciel le dimanche 27 dernier après des tests dont on ne sait rien.

Le #BoëngX37 a battu le record en restant 780 jours en orbite avant d'atterrir en toute douceur.

#IBK en champion de la : "LUTTE CONTRE LA CORRUPTION"

Est ce que vous croyez vraiment à cela? corruption

CIVILISATIONS : LE DECLIN DE L'OCCIDENT-

La #Grece a été la puissance mondiale. Le petit et pauvre Portugal aussi. Et même l'Espagne!

Rome (Italie) a dominé le monde comme c'est pas possible.

Chaque puissance est bâtie sur une spécificité collée à une volonté. Sur des VALEURS.

La déchéance est toujours d'origine interne (une division profonde et durable).

KarlMARX est né pour semer la division profonde et éternelle en occident sur la base #Gauche/#Droite.

C'est #MARX qui a inventé la gauche, la #révolution et toutes les saloperies que vous entendez sur les ondes tous les jours.

Des valeurs qui ont commencé à tuer les valeurs de l'occident (celles qui ont fait sa puissance) à partir de 1960 pour les remplacer par les valeurs de la gauche.

L'homosexualité est la valeur-pilier du gauchisme aujourd'hui toutes tendances confondues: marxiste, socialistes pures, rose sale, communistes, sociodémocrates, écologistes, féministes, etc.

Tous les gauchistes sont aujourd'hui réunis autour des homosexuels et autres racailles pour les soutenir.

L'histoire nous montre que chaque fois qu'une civilisation place haut certaines valeurs, son déclin est inéluctable. La défense de la #pederastie fait partie de ces valeurs. CQFD.

L'équation est donc toute simplette : ou l'occident terrasse le gauchisme ou le gauchisme terrasse l'occident.

Je vois certains se réjouir (être content) de la perspective du déclin de l'occident. Ils devraient bien réfléchir avant?

PLAGIAT

Tout le monde n'est pas journaliste. Alors, c'est quoi un plagiat?

Lorsque jean écrit un texte, un article, un post, moi Amadou TALL j'ai le droit de reprendre tout le texte ou une partie de ce texte.

Mais, je suis obligé de mentionner clairement que le dit écrit ou partie est le travail de Jean. Je ne dois pas faire comme si c'était moi qui l'avait écrit.

Le plagiat est donc un vol, un détournement et manque de respect éhonté pour celui qui a écrit le texte. C'est un assassinat intellectuel pour se glorifier.

Le plagiat est la chose la plus ignoble, la plus indigne et la plus basse en écriture.

Le problème du plagiat devient trop sérieux au niveaux de la presse malienne.

La pratique est devenue tellement banale que je suppose que certains ne savent pas que c'est mal.

Qu'ils sachent que c'est malhonnête, vil et bas.

Est ce compliqué de citer chez qui on a pris un texte ou une partie de texte?

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations



Mali Djigui
55 min · 0

...

✓ TRIBUNE LIBRE

■ La Russie ne fera pas l'Afrique. C'est à l'Afrique de prendre son destin en main. Il nous faut plusieurs PAUL KAGAME et autre Thomas Sankara à la tête de nos ÉTATS pour sortir l'Afrique du "trou". Des chefs qui aiment leur pays, qui ne viennent pas pour s'enrichir.

Après s'être agenouillés devant la Chine, nos dirigeants se mettent maintenant à plat ventre devant la RUSSIE... Personne n'a aidé la Chine et la Russie à trouver la voie. Ils ont forgé leur destin au prix d'innombrables sacrifices.

Balakissa24
@#MALIDJIGUI●2019



Pierre Buyoya



Ce 30/10/2019, la 10^è Retraite des Représentants & des Envoyés Spéciaux de l'UA, des partenaires et des experts, s'est clôturée à Djibouti. La gde recommandation est que la RSS/G soit réalisée en harmonie avec les autres secteurs de la vie nationale.

Oumou Sall Seck



Le Mali et l'Estonie renforcent leur coopération bilatérale. Heureuse d'accueillir à Tallinn en Estonie, le Ministre du travail et du Dialogue social M. Oumar.H..Dicko et sa délégation pour une visite d'expérimentation dans le domaine du e-gouvernement.

SAMA

transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

40%

SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Reconnaissance du mérite : Le gouverneur z récompensé



Depuis sa nomination comme gouverneur de la première région du Mali, Kayes, le Contrôleur Général de Police Mahamadou Z Sidibé a fait de sa circonscription une région en développement. Aujourd'hui, Kayes est l'une des régions les plus stables de notre pays. L'Association des jeunes Dynamiques pour le soutien aux actions des chefs d'Etat Africains conduite par son président a effectué le déplacement de Bamako à Kayes pour décerner à monsieur le Gouverneur de la région de Kayes, contrôleur général de police Mahamadou Zoumana SIDIBÉ le diplôme de reconnaissance. Cette remise est dans le cadre de ses activités de récompenses des cadres Africains au titre de l'année 2019-2020.

Selon le président de l'association, M. Moctar COULIBALY dit ATT junior, le gouverneur de région Mahamadou Zoumana SIDIBÉ se fait remarquer incontestablement par son engagement, sa détermination auprès de la jeunesse pour garantir l'unité, la paix et le développement, à promouvoir et accompagner cette jeunesse dans ses initiatives de développement, la sécurité, l'assainissement, la formation, le sport, mais et surtout l'emploi.

Le gouverneur a remercié l'association du choix porté sur sa personne au titre de cette année, toute chose qui l'encourage à être encore plus à l'écoute de cette jeunesse, et de toute la population de la région, en laquelle il croit personnellement la capacité de relever le défi pour un avenir meilleur.

Processus de paix au Mali : Awa Faye s'engage pour l'implication de la société civile



Depuis son engagement comme volontaire au sein de la Division des Affaires civiles du bureau de la MINUSMA de Tombouctou en octobre 2013, Awa Faye ne cesse de se battre pour que la société civile ait une voix, voire une place, dans le processus de reconstruction de la paix au Mali. Elle œuvre, surtout, pour que les femmes puissent se faire entendre, elles aussi, dans la recherche de la paix.

Après sa brillante contribution durant ses plus de quatre années de volontariat à la MINUSMA en faveur de l'autonomisation des femmes avec la mise en place de centres multifonctionnels dans les cercles de la ville de Tombouctou, la Sénégalaise Awa Faye n'a pas hésité à se réengager en tant que professionnelle à Kidal. Avec tout le risque sécuritaire dans cette zone, Awa indique : « **Je ne suis pas la seule à faire face aux difficiles conditions de vie et aux menaces sécuritaires, la peur est là, mais sans la solidarité internationale, la situation pourrait empirer. Je suis convaincue que j'ai ma partition à jouer dans la recherche de la paix, c'est ce qui me motive** ».

De son côté, son chef d'unité, John Kahuya, a affirmé que « **Awa Faye fait un excellent travail en cultivant d'étroites relations avec nos partenaires des plateformes de coordination jeunesse et femmes ainsi que d'autres acteurs de la société civile** ».

LE GOUVERNEUR DE LA RÉGION DE KAYES COMMUNIQUE

En raison du pèlerinage chrétien à Kita prévu les 23 et 24 novembre 2019, les épreuves écrites des concours directs de recrutement dans la fonction publique d'état, Exercice budgétaire 2019, sont reportées ainsi qu'il suit:

- Les épreuves de la journée du 23 novembre sont reportées au 07 décembre ;
- Les épreuves de la journée du 24 novembre 2019 sont reportées au 21 décembre 2019.

Par contre, les épreuves des journées du 30 novembre, du 1er décembre et du 08 décembre 2019 sont maintenues sans changement. Le gouverneur de la région de Kayes, le contrôleur général de police



Mahamadou Zoumana SIDIBÉ sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Convention du financement du programme trois frontières : Une coopération fructueuse !



Le Directeur de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT), Modibo Cissé, l'ambassadeur de la France au Mali Joël Meyer et le Directeur de l'Agence Française de Développement (AFD), François Tirost ont signé, 29 octobre 2019, en présence du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Boubacar Alpha Bah, la Convention de financement du projet « 3 frontières » à hauteur 3 millions soit environ 1,9 milliards.

Ce projet financé par la France à travers l'AFD à hauteur de 3 millions d'euros soit environ 1,9 milliards de FCFA, mettra l'accent sur le renforcement des filières agro-pastorales à travers des appuis aux organisations de producteurs et par le financement d'infrastructures socio-économiques sélectionnées par les collectivités dans les cercles de Gao, Ansongo, Gourma Rharous, Douentza, Bankass et Koro. Ledit montant sera géré par l'ANICT, à travers son Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT).

« Notre souhait ici n'est donc plus de démarrer rapidement le projet après cette signature, mais belle et bien de le passer à l'échelle dans les meilleurs délais », a souhaité l'Ambassadeur Français.

Pour Joël Meyer, ce projet comportera également un volet « protection civile », à travers le renforcement du Centre de Secours de Gao, afin de lui permettre un meilleur maillage territorial. A cet effet, il a tenu à préciser que le projet 3 Frontières a été pensé et conçu pour apporter une réponse rapide et structurante à la situation d'urgence que connaissent ces territoires.

Par ailleurs, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a rappelé que l'AFD a initié le Programme d'Appui au Démarrage des Communes de Kayes et Sikasso (PADC-KSII), le Programme d'Appui au Développement Communal (PADCM) et le Programme d'Appui à l'Offre d'Enseignement Fondamental au Mali (PAOEFM) pour un montant de 5 758 849 888 FCFA. « Le programme Trois frontières dont nous allons dans un instant assister à la signature sera mise en œuvre, dans sa principale composante, par l'ANICT, à travers le

Police Nationale : Le 3^e arrondissement impliqué dans un grave incident à l'hippodrome



Dans la nuit du 24 au 25 octobre 2019, aux environs de 2 heures du matin, au quartier de l'Hippodrome, un incident s'est produit lors de la patrouille d'une équipe du Commissariat du 3^e Arrondissement du district de Bamako. Au cours de leur opération de vérification d'identité, un individu a blessé, à coup de couteau, un élément de l'équipe de patrouille (l'avant-bras), avant de tenter de se soustraire de la police.

Lors de son interpellation par l'équipe, l'intéressé a succombé des suites de blessure d'une balle qu'il a reçue accidentellement. Aussitôt informée, la Direction générale de Police nationale a fait ouvrir une enquête administrative, au niveau de l'Inspection de la Police nationale pour faire la lumière sur toute l'affaire. Cette enquête vise à ce que le ou les fautifs puissent être identifiés et sanctionnés conformément à la réglementation en vigueur. Sans préjudice de poursuites pénales. Entre temps, une sanction disciplinaire d'arrêt de rigueur a été provisoirement prise à l'encontre de huit (8) fonctionnaires de la Police, tous en service au Commissariat de Police du 3^e Arrondissement du District de Bamako. Par ailleurs, la direction générale de la Police nationale a tenu à présenter, en cette douloureuse circonstance, ses condoléances les plus attristées à la famille du défunt et a rassuré également la population de son ferme engagement à lutter contre l'impunité dans les rangs de la police nationale.

FNACT », a-t-il affirmé.

Pour terminer, cette signature a été l'occasion de réaffirmer la solidarité et l'état du partenariat entre le Mali et la France, notamment en appui de mise en œuvre pour la paix et réconciliation ainsi que le programme de sécurisation intégrée pour les régions du Centre. Le portefeuille du projet de l'AFD dans les régions du nord et du centre s'élève ainsi à 140 millions d'euro soit 91,7 milliards de FCFA, donnant lieu à de nombreuses réalisations dans les domaines socio-économiques.

■ Ibrahim Sanogo

Groupe SAER : Le Secrétaire Général chassé pour mauvaise gestion



Le Secrétaire Général du Groupe SAER, Boubacar Traoré, et non moins ancien dirlo général adjoint de Mali Créances SA, s'est vu notifier une procédure de révocation mercredi, 23 octobre 2019, pour la création d'un compte parallèle à la BMS-SA, au nom de la société Mali Créances et pour mauvaise gestion financière au sein du groupe SAER.

Cette procédure, rare à l'encontre d'un homme de confiance du riche Amadou Diadié Sankaré, a été lancée par ce dernier lui-même, à la suite d'un rapport d'audit rédigé par un expert commis à cet effet et qui pointait une gestion opaque au niveau des deux sociétés du PDG Amadou Diadié Sankaré. Certainement, le ver est dans le fruit et tout porte à croire que de nombreux collaborateurs de l'opérateur économique se sont beurrés sur son dos.

Désormais, l'ancien DGA de Mali Créances-SA et Secrétaire Général du Groupe SAER, Boubacar Traoré, dispose de moyens pour prouver une réponse contradictoire. L'ancien DG de Mali-Créances et actuel Secrétaire général du groupe SAER est soupçonné d'être au cœur de cette affaire de compte parallèle et de gestion opaque.

Dans le cadre de la nouvelle structuration, le PDG Amadou Diadié Sankaré a procédé à des nominations. Ainsi, M. Abdoulaye Sogoba, un juriste, est nommé Secrétaire Général par intérim du Groupe SAER et M. Fadiala Dembélé, ancien cadre du Groupe Klédu et d'Air Mali, est nommé Directeur des Ressources Humaines.

En attendant, le riche Amadou Diadié Sankaré s'attache à démanteler ce réseau de mafieux bien implanté au sein de ses sociétés car il aurait découvert des documents faisant l'objet de sa signature. Mais il ne se reconnaît nullement dans ces documents. Et dans toute cette idylle, c'est Mali-Créances et le SAER qui perdent, petit à petit, leur crédibilité avec cette sulfureuse affaire qui pourrait se retrouver très prochainement être sujette à des plaintes de partenaires qui se sentent floués. Comme pour dire que la Directrice générale adjointe de Mali-Créance et les nouveaux responsables du Groupe SAER ont du pain sur la planche.

■ Cyrille Coulibaly

Probable fuite pour échapper à la justice : Soumana Mory Coulibaly donne sa version des faits



Suite aux informations sur les réseaux concernant une fuite de l'ancien ministre du Développement local à l'extérieur du pays afin d'échapper au Pôle économique et financier dans une affaire de détournement à la douane, Soumana Mory Coulibaly nie avoir des ennuis judiciaires et reconnaît avoir voyagé pour des affaires personnelles.

Depuis le début de la chasse du Pôle économique et financier aux auteurs de détournement de deniers publics, plusieurs personnalités ont été citées et d'autres sont déjà placées sous mandat de dépôt. Parmi les personnalités du pays régulièrement citées, figurent l'ancien ministre du Développement local et président de la Fédération RPM de la région de Ségou, Soumana Mory Coulibaly. Les rumeurs font état d'une fuite de l'ancien ministre à l'extérieur du pays afin d'échapper à la Justice dans une affaire d'un présumé détournement à la douane. Pour Soumana Mory Coulibaly ce ne sont que des rumeurs. « Je tiens à apporter un éclaircissement aux fausses informations qui circulent sur les réseaux sociaux à mon sujet. Sans entrer dans les détails, je précise que je suis actuellement à Bamako, et je n'ai pas quitté le pays comme le prétendent certaines fausses informations », déclare l'ancien ministre.

Par contre, il a reconnu avoir fait récemment des déplacements à l'extérieur pour des affaires personnelles : « Je suis allé récemment à Ségou pour le Dialogue National Inclusif (DNI) où j'ai passé quatre jours. Avant cela, j'étais en France, en Allemagne et en Belgique pour des affaires personnelles pendant 12 jours. Voici les seuls voyages que j'ai effectués depuis que je ne suis plus au gouvernement ».

Dans une publication sur sa page facebook, l'ancien ministre Coulibaly a tenu à préciser qu'il n'a pas d'ennuis judiciaires : « Egalement, je tiens à vous informer que j'ai quitté depuis plus de cinq ans la douane et que je ne saurais être mêlé à aucune affaire douanière. Je tiens à rassurer mes proches et amis qu'il n'en est rien, je reste serein et confiant ».

Mohamed Ali Bathily sur le dossier Amadou Haya Sanogo : Nouhoum Sarr relève des « mensonges »

Il m'est revenu de constater que lors d'une conférence de presse en date du 28 octobre 2019, l'ex Ministre de la Justice Mr Mohamed Ali BATHILY a indiqué avoir demandé à l'ancien Procureur Général Daniel TESSOUGUE d'organiser une session de cour d'assise spéciale en vue du jugement du dossier dit « SANOGO »

Connaissant bien les contours de ce dossier, ne pas rétablir la vérité serait une faute qui pèsera à jamais sur ma conscience. BATHILY était Ministre de septembre 2013 à avril 2014.

Durant toute cette période le juge Yaya Karamé poursuivait l'instruction du dossier car continuant à faire des contrôles judiciaires en occurrence celui du Général Dahirou DEMBÉLÉ (mars 2014). Comment juger un dossier en instruction? Le dernier de la classe en droit pénal sait que c'est impossible. Le réquisitoire qui saisit la chambre d'accusation de la Cour d'Appel, laquelle doit rendre un arrêt de mise en accusation date du 12 août 2015. Donc si BATHILY a quitté le Ministère de la justice en avril 2014, il ne pouvait en aucun cas demander que l'on juge le dossier « SANOGO ». Proférer des mensonges dans le seul dessein de salir des



cadres qui n'ont jamais parié contre le Mali n'est pas honnête. Le bon sens voudrait que BATHILY dise son bilan au niveau de Ministère de la Justice.

Qu'a-t-il fait pour désengorger les prisons?

Qu'a-t-il fait pour améliorer les conditions de travail des Magistrats?

Qu'a-t-il fait pour lutter contre la corruption et la délinquance financière?

Pourquoi n'explique-t-il pas le dossier de la place du cinquantenaire aux maliens?

Je suis entièrement disponible pour un débat contradictoire avec lui ou la personne de son choix pour approfondir le sujet pièce par pièce.

Nouhoum SARR, Président du parti Front Africain pour le développement (FAD)

Insécurité a Kidal : Un prétexte pour refuser de servir dans la région

L'insécurité est-elle un simple prétexte évoqué par les agents de l'Etat pour ne pas servir dans la région de Kidal ? Oui ! Telle est en tout cas la conviction du président des Autorités intérimaires de la région, Hassane Ag Fagaga. Et il l'a défendue le 22 octobre 2019 lors de la présentation du Plan d'action de développement de la région de Kidal au ministre de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation, Lassine Bouaré.

Contrairement à ce que pense la majorité des Maliens (absence de sécurité à Kidal), le président des autorités intérimaires de Kidal affirme que Kidal est bien sécurisée. «La sécurité y est assurée... Et il y a beaucoup de directeurs de service là-bas», a défendu le colonel Ag Fagaga.

Pour lui, la présence de 200 militaires de l'armée malienne à Kidal illustre parfaitement la présence de la sécurité dans la région. «Il y a des soldats maliens qui travaillent pour la Minusma et qui passent la nuit en ville (Kidal). Je pense que ce n'est pas une question de sécurité, mais plutôt un prétexte», a-t-il expliqué. Selon Hassane Ag Fagaga, la sécurité à Kidal, c'est comme dans toutes les régions d'Afrique, voire du monde. Elle n'est pas assurée à 100 % mais on ne peut pas dire aussi qu'elle n'est pas assurée. «Kidal, c'est comme Gao, Ménaka, Tombouctou et même ici Bamako», a-t-il argumenté. «Quelqu'un qui a la volonté de travailler peut aller à Kidal... C'est sûr», a conclu Hassane Ag Fagaga. Evoquant la situation scolaire dans la région, le président des Autorités intérimaires dira que l'Etat a recruté des enseignants au compte de la



région dont la plupart refuse d'aller en invoquant aussi des raisons sécuritaires. Le colonel Ag Fagaga a aussi précisé que les écoles sont ouvertes dans la région de Kidal sauf qu'il existe un manque criard d'enseignants. Pour ainsi combler le vide, les autorités locales entendent recruter dans l'enseignement les jeunes diplômés de la région vivant sur place.

Cette rencontre de présentation du Plan de développement de la région de Kidal au ministre de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale était une opportunité de faire le point de la gestion des affaires publiques dans la région, de voir ce qu'il faut améliorer afin de mobiliser les ressources humaines et financières.

Le président des Autorités intérimaires de la région de Kidal, Hassane Ag Fagaga, était accompagné des présidents des Autorités intérimaires des cinq cercles, du directeur de l'Agence de développement régional de Kidal, Hamadoun Konta, ainsi que du directeur de cabinet du gouverneur de la région, Mohamed Alhanafi Hamidou.

■ Oumar Alpha



**Achetez une puce équipée de
l'application Mon répertoire à 500 F CFA
seulement et sauvegardez tous vos contacts
en toute sécurité.**

* La synchronisation manuelle coûte 100 F CFA,
abonnement mensuelle à 300F CFA

Communiqué du conseil des ministres du mercredi, 30 octobre 2019

Le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi, 30 octobre 2019 dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba sous la présidence de Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République. Après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a adopté des projets de texte.

AU CHAPITRE DES MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Sur le rapport du ministre de l'Economie et des Finances, le Conseil des Ministres a adopté :

1. un projet de décret portant approbation du marché relatif aux travaux de construction de l'Hôpital de Koulikoro.
2. un projet de décret portant approbation du marché relatif aux travaux de construction de l'Hôpital de Koutiala.

Le premier marché est conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et l'entreprise ANTA CONSTRUCTION pour un montant toutes taxes comprises de 12 milliards 190 millions 161 mille 548 francs CFA et un délai d'exécution de 24 mois.

Le second marché est conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et l'entreprise CIRA-IMMO SAS pour un montant toutes taxes comprises de 12 milliards 123 millions

563 mille 154 francs CFA et un délai d'exécution de 24 mois.

La construction des hôpitaux de Koulikoro et de Koutiala s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme présidentiel d'Urgence sociale pour la période 2017-2020 et contribuera à l'amélioration de la qualité des services de santé au Mali.

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Sur le rapport du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le Conseil des Ministres a adopté :

1. des projets de texte relatifs à la ratification de l'accord de prêt, signé à Bamako, le 03 septembre 2019, entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Ouest Africaine de Développement.

Par cet accord, la Banque Ouest Africaine de Développement accorde au Gouvernement de la République du Mali un prêt d'un montant de 25 milliards de francs CFA, en vue du financement du Projet de viabilisation et de construction de 1 085 logements sociaux et économiques à Samanko.

La mise en œuvre du projet contribuera à l'amélioration du cadre de vie des populations et à la réduction de la vulnérabilité des ménages dans le pays.

2. des projets de texte relatifs à la ratification

de la Convention n°102 concernant la sécurité sociale (norme minimum), adoptée le 28 juin 1952 à Genève par la 35ème Session de la Conférence internationale du Travail.

La Convention n°102 précise le niveau minimum des prestations de sécurité sociale et les conditions de leur attribution.

Elle couvre les risques de soins médicaux, d'indemnités de maladie, de chômage, de vieillesse, d'accident de travail, de maladie professionnelle, de prestations familiales, de maternité, d'invalidité et de survivants.

Les prestations de sécurité sociale couvertes par cette convention visent entre autres à :

- réduire la pauvreté et l'exclusion sociale ;
- favoriser la non-discrimination ;
- promouvoir l'appui aux personnes les plus vulnérables et aux groupes défavorisés.

La ratification de la présente convention renforcera le caractère inclusif de la protection sociale au Mali et participe de la mise en œuvre des engagements du Gouvernement avec les partenaires sociaux.

AU CHAPITRE DES INFORMATIONS

Le Président de la République a fait observer une minute de silence à la mémoire de Monseigneur Jean Gabriel DIARRA, Evêque du Diocèse de San, décédé le lundi 28 octobre 2019. Bamako, le 30 octobre 2019

**Le Secrétaire général du Gouvernement,
Madame SANOGO Aminata MALLE
Officier de l'Ordre national**



Korientzé : Enfin, Ampilema Togo libéré !



Le seul enseignant qui était resté entre les mains des ravisseurs a été libéré, mardi, 29 octobre 2019, après plusieurs démarches. Les enseignants tourmentés par des différents enlèvements ont salué qu'à même la libération de leur collègue visiblement très épuisé.

Ampilema Togo a rejoint les siens après 4 jours de détention par des présumés Djihadistes. Certainement, il est à bout de souffle après ce séjour entre les mains des hommes sans foi ni loi. Présentement, il est à Sevaré en attendant que d'autres dispositions ne soient prises.

Quelques heures avant sa libération, le secrétaire général du bureau national du syndicat national de l'éducation de base, Amadou Coulibaly, accompagné d'une forte délégation ont rencontré les 5 premiers enseignants libérés. L'émotion était grande, les enseignants libérés sont très déterminés à poursuivre leur mission qui consiste à offrir un enseignement de qua-

lité aux enfants. Malgré leur détermination, si l'école reste le champ favori pour les djihadistes, il serait très difficile de continuer de cette noble mission au service de la nation. Les syndicats signataires du 15 octobre 2019, dans une lettre circulaire ont exprimé toute leur inquiétude face à la situation sécuritaire délétère du pays. Par conséquent, ils ont décidé d'organiser une journée de solidarité avec les enseignants enlevés, jeudi 31 octobre 2019, sur toute l'étendue du territoire national à partir de 9 heures. Pour ce faire, les coordinations régionales et les subdivisions sont à pied d'œuvre pour la réussite de cet événement.

Toujours dans la même correspondance, ils exigent la libération de Saibou Togo, maître chargé LDM, enlevé le 22 décembre 2018, Abdrahamane Haidara, enseignant généraliste, enlevé entre Tenenkou et Mopti, le 4 mars 2019. Bocary Kisso, enseignant généraliste et Directeur par intérim de l'école fondamentale d'Arabébé, cercle de Niafunké, enlevé le 14 oc-

tobre 2019. Aussi, ils ont demandé le dédommagement des ayants droits de M. Issofi Hafizou Maiga, inspecteur coordinateur de la région de Gao, assassiné le 8 août 2019, entre Gao et Hombori.

Face à cette prise de position des enseignants, l'année scolaire en cours risquerait de connaître le même sort de la précédente. Il a fallu un sursaut national pour sauver l'année scolaire 2018-2019 à in extrémiste. Dans le cadre des mesures entreprises par le gouvernement, une place de choix doit être réservée à la sécurisation du domaine scolaire et du personnel enseignant. Comme on le dit souvent l'avenir d'une nation repose essentiellement sur sa jeunesse. Au regard de l'évolution de la situation actuelle, si des dispositions adéquates ne sont pas prises toutes les écoles du centre du pays seront fermées comme seules des régions septentrionales. Au Mali, l'éducation des enfants est en péril.

■ Ibrahim Sanogo

Atelier préparatoire au forum régional : La jeunesse malienne outillée !

L'école citoyenne de l'Afrique de l'ouest a organisé mardi, 29 octobre 2019, un atelier préparatoire à un forum régional des jeunes de l'Afrique de l'ouest sur la thématique : Dispositifs pour endiguer les conflits et les crises en Afrique de l'ouest et au sahel, au carrefour des jeunes de Bamako. Il s'agissait pour les jeunes de débattre des défis et des enjeux liés à la sécurité dans l'espace Sahélo-saharien.

La cérémonie d'ouverture de cet atelier a été présidée par le représentant du ministre de la jeunesse et du sport Mahamane Sidibé. L'objectif principal du forum de Bamako est d'offrir aux futurs leaders de l'Afrique de l'ouest, et plus globalement de l'espace Sahélo-saharien, issus des milieux politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux, l'opportunité de débattre, d'échanger sur les problématiques de paix et de sécurité qui minent la région, d'une part, et

d'y apporter des réponses durables permettant le développement, d'autre part. Cet atelier a enregistré la participation de 50 jeunes. Les bénéficiaires des activités de l'ECAO sont essentiellement les militants ou responsables de partis politiques ou d'organisations de la société civile qui disposent de capacités réelles ou potentielles leur permettant de jouer ou prétendre à des responsabilités dans les pays ou dans la région et s'intéressant aux thématiques faisant l'objet du présent Forum. Pour le représentant du ministre de la jeunesse et du sport, Mahamane Sidibé, le Mali reste le foyer ardent d'instabilité sahélo-saharienne en matière de sécurité, avec à la fois l'épineuse question du nord et la problématique du terrorisme qui s'étend jusqu'au centre du pays. Celle-ci déborde aussi dans les pays voisins que sont le Niger et le Burkina Faso. « Cette région s'est aujourd'hui transformée en théâtre de violences accrues et inédites et à caractère transnational, du fait de nombreux maux qui minent les Etats locaux : fragilité de

la gouvernance démocratique, faiblesse et / ou effondrement des institutions étatiques, instrumentalisation des différentes religieuses et identitaires, lutte pour le contrôle des ressources, criminalisation des circuits économiques et financiers, paupérisation accrue des populations et notamment des jeunes qui n'hésitent plus à monnayer leurs connaissances de leur territoire ou les informations qu'ils détiennent », a-t-il dit.

Le Directeur de l'Ecao, Honoré Tiegna Moumouni, pour sa part a situé l'atelier dans son contexte. Il a en outre invité les jeunes à formuler des propositions pertinentes pour une sortie définitive de la crise sécuritaire qui secoue l'Afrique. « La vision de l'Ecao est de permettre aux acteurs politiques et citoyens des pays de l'Afrique de l'Ouest, d'appréhender les bonnes pratiques en matière de gouvernance et le respect de l'Etat de droit et des droits de l'Homme, et surtout d'ouvrir leur regard sur les enjeux stratégiques du monde moderne. Il s'agit donc de former une nouvelle génération de responsables politiques, économiques, sociaux et culturels à l'administration des affaires publiques et privées au sens du dialogue », a-t-il indiqué.

■ Ibrahim Sanogo





Lutte contre la délinquance financière au Mali : De hauts fonctionnaires ont déjà commencé à quitter le pays

Les monstres de l'oligarchie malienne dont le meilleur tremplin n'avait jusqu'à été rien d'autre que la délinquance financière pour constituer leur classe socioéconomique, ne savent plus désormais sur quel pied danser, ni comment fermer les yeux la nuit. Cela est dû au fait que l'ouragan soulevé par l'implacable lutte contre la corruption, ces dernières semaines, ne semble vouloir épargner personne. Pour ce faire, des présumés coupables, parmi qui de hauts fonctionnaires, ont déjà commencé à prendre la tangente pour soi-disant se mettre à l'abri.

En effet, ce départ massif des délinquants financiers vers des pays étrangers, doivent interpellier les enquêteurs du Pôle économique afin que des mesures dissuasives soient urgemment prises contre ces fugitifs. Enclenchée par le Ministère malien de la Jus-

tice, la croisade contre la délinquance financière semble encore perçue par nombre de Maliens comme une vile utopie tant la corruption et autres formes de mafia financière sont enracinées au Mali. En d'autres termes, nombreux sont ceux qui restent dubitatifs quant à la conclusion à laquelle vont aboutir tous ces processus judiciaires. L'on croyait que c'en était fini pour le Mali, car, l'on avait pensé que la corruption qui est encore pire que l'insécurité multidimensionnelle secouant le pays, ne trouverait sur son chemin aucune machine judiciaire suffisamment audacieuse pour briser son l'élan. C'est pourquoi, malgré tous les coups bas, chantages ou trafics d'influence utilisés par d'impénitents voyous de la République pour intimider ou barrer la route au Pôle économique, l'institution continue son petit bonhomme de chemin, notamment, avec la capture de « poissons » encore plus gros. L'incarcération du Maire de Bamako, Adama Sangaré, dans la prison centrale de Bamako,

accompagné par plusieurs autres co-accusés, est nettement illustrative de la bonne marche de la Justice malienne. Ce dernier exploit du Pôle économique n'a laissé à des présumés coupables aucune opportunité de penser que leur tour n'arriverait pas. Aussi, le Président Ibrahim Boubacar Kéita BK, dans une récente déclaration, a fait entendre qu'il ne soutiendrait aucun délinquant financier au cas où celui-ci se ferait épingleur par les juridictions compétentes. Cette déclaration est tombée comme un couperet sur la tête des oligarques qui n'ont eu autre choix que de surseoir à leurs manœuvres contre-judiciaires pour pouvoir échapper aux poursuites.

Décidément, c'est au regard du fait que la Justice ne semble actuellement laisser aucun oxygène aux voleurs de la République à travers les arrestations et incarcérations qui ne cessent de se multiplier, qu'ont commencé à quitter le pays certains parmi les présumés délinquants financiers dont les dossiers judiciaires sont en instance d'investigation au niveau du Pôle économique.

C'est, par conséquent, l'occasion d'interpeller les services de renseignements pour qu'ils travaillent en étroite symbiose avec les services judiciaires afin que de franches mesures de dissuasion soient prises contre ceux-là qui voudraient fuir le pays pour se « mettre à l'abri » de la Justice.

IBK en Russie : Pour le sommet ou pour le tourisme ?



Dans la semaine du 21 au 25 octobre dernier, les chefs d'Etat africains se sont réunis dans la ville station balnéaire de Sotchi, en Russie, pour le sommet appelé « Sommet RUSSIA-AFRIC ». Le président de la République Ibrahim Boubacar Keita, à la tête d'une forte délégation, y a représenté le Mali.

Plusieurs mois durant, une grande frange de la population malienne a manifesté pour demander aux plus hautes autorités maliennes de solliciter l'intervention russe dans la résolution de la crise qui secoue notre pays depuis 2012. La dernière en date a été une grande manifestation à Sévaré (Mopti) où les manifestants demandaient le départ de la Minusma et Barkhane contre l'arrivée des forces russes. On pouvait lire sur des pancartes « A bas la Minusma, A bas Barkhane. » « Vive la Russie. » Ces manifestations étaient consécutives à la visite du ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Général Dahirou Dembélé, en Fédération de Russie où il a eu des séances de travail avec son homologue russe sur des questions de défense et sécurité de notre pays. Mieux, Dans une vidéo publiée le 26 de ce

mois, nous avons suivi l'intervention de l'honorable Mohamed Tounkara à l'Assemblée nationale du Mali. Pendant environ 5 minutes, l'élu national a dit haut ce que beaucoup disent bas à propos des accords de coopération militaire existant entre le Mali et la France. En présence du ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général de division Salif Traoré, il a plaidé pour la signature d'un accord militaire entre le Mali et la Russie. Le sommet Russie-Afrique qui s'est tenu après

a suscité un grand espoir pour le peuple qui voyait en le voyage du président de la République Ibrahim Boubacar Keita l'occasion idéale d'obtenir du président russe Vladimir Poutine son accord pour intervenir militairement au Mali en sus d'autres soutiens qu'il peut apporter à notre pays. Ce voyage, selon un communiqué en russe de la présidence malienne, était un espoir autant pour IBK que pour son peuple. **(Voir le Communiqué en encadré)**

Саммит Россия-Африка. Преимущества Мали.

Мали располагает рядом преимуществ для российских инвесторов: прочное и стабильное развитие, юридическая безопасность вкладов, большой потенциал. Все это очень хорошие причины для инвестиций в Мали.

Соммет Россия-Африка. Les bienfaits du Mali.

Le Mali a un certain nombre d'avantages pour les investisseurs russes : développement fort et stable, sécurité juridique des dépôts, grand potentiel. Toutes ces raisons sont de très bonnes raisons d'investir au Mali. Notez cette traduction

VALISE DIPLOMATIQUE
Spécial **Sotchi**

**SOMMET RUSSIE-AFRIQUE
LE CHOIX DU KREMLIN**

À Sotchi, outre l'Égyptien **Abdel Fattah al-Sissi**, coprésident du sommet Russie-Afrique, 15 dirigeants ont eu droit à un entretien bilatéral de 30 à 45 minutes avec **Vladimir Poutine**. Le 23 octobre, le chef de l'État russe a reçu **Abiy Ahmed** (Éthiopie), **Faustin-Archange Touadéra** (Centrafrique), **Félix Tshisekedi** (RD Congo), **Yoweri Museveni** (Ouganda), **Muhammadu Buhari** (Nigeria), **Cyril Ramaphosa** (Afrique du Sud), **Abdel Fattah al-Burhan** (Soudan) et **Hage Geingob** (Namibie). Le lendemain, il s'est entretenu avec **Alpha Condé** (Guinée), **Paul Kagame** (Rwanda), **Abdelkader Bensalah** (Algérie), **João Lourenço** (Angola), **Uhuru Kenyatta** (Kenya), **Barlen Vyapoory** (Maurice) et **Teodoro Obiang Nguema Mbasogo** (Guinée équatoriale).

**DÉJEUNER
EN PETIT COMITÉ**

Avant le dîner officiel qui réunissait tous les dirigeants présents, **Vladimir Poutine** a convié une quinzaine de chefs de délégations africaines à un déjeuner, le 23 octobre. Étaient notamment présents : **Abdel Fattah al-Sissi**; **Roch Marc Christian Kaboré**, président en exercice du G5 Sahel; **Andry Rajoelina**; **Paul Kagame**; **Abiy Ahmed**; **Mahamadou Issoufou**, qui préside la Cedeao; **Kassim Majaliwa**, le Premier ministre tanzanien; **Julien Nkoghe Bekalé**, qui représentait **Ali Bongo Ondimba** (président en exercice de la Ceeac); et **Moussa Faki Mahamat**, le président de la Commission de l'UA.

jeuneafrique n° 3068-3069 du 27 octobre au 9



Mais la publication par nos confrères de Jeune Afrique du choix de 15 chefs d'Etat africains invités à un entretien bilatéral de 30 à 45 minutes avec le président Poutine a créé une grande déception au Mali. En effet, cette liste publiée par nos confrères de Jeune Afrique n'incluait pas le couple présidentiel malien. **(Voir la publication de Jeune Afrique en encadré)**

La question qu'on dès lors tenté de se poser est la suivante : Où était IBK ? Que faisait-il en Russie ?

Contrairement à nos confrères de Jeune Afrique, le porte-parole du gouvernement malien, le ministre Yaya Sangaré, a déclaré que le président de la République Ibrahim Boubacar Keita a eu un tête à tête avec le président russe. « En marge des événements du sommet Russie-Afrique, le Président IBK a eu un tête-à-tête avec le Président russe, Vladimir Poutine. IBK a aussi accordé une interview exclusive à RT France, où il a affirmé que la question sécuritaire au Mali et au Sahel est une question mondiale », a-t-il affirmé.

Le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Yaya Sangaré

sur sa page twitter.

Mais le gouvernement malien n'a pas apporté de démenti à la publication de nos confrères de Jeune Afrique. Et surtout l'ORTM, présente à Sotchi à couvert et diffusé toutes les activités du président IBK durant le sommet sans évoquer cette rencontre et à plus forte raison montrer des images aux maliens. Au contraire, des attentes des maliens sur les questions sécuritaires de notre pays, le couple présidentiel, selon toujours le ministre porte-parole du Gouvernement a plutôt été apprécié pour son habillement en bazin. Le ministre Yaya Sangaré a ainsi tweeté que : « Le couple présidentiel malien à l'honneur à Sochi à l'occasion du sommet Russie-Afrique. Les Russes ont choisi d'afficher sur leur tweet officiel le couple présidentiel Malien, en raison certainement de sa tenue traditionnelle, à la réception de Poutine. » Mesurait-il l'inanité de sa publication ? Mais enfin, ne s'agit-il pas du champion de l'Union Africaine pour la Culture ?

Visiblement, le Mali n'a pas brillé lors du sommet et la moisson est totalement inexistante. Espérons qu'on se rattrapera ailleurs.

■ **Moctar Sow**



Opération de révision des listes électorales : L'afflux reste timide !

Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Boubacar Alpha Bah et sa délégation ont effectué une visite de terrain dans le cadre de la révision des listes électorales en cours dans les Mairies de la Commune urbaine de Moribabougou, des Communes I et II district de Bamako. L'objectif recherché était de faire une évaluation à mi-parcours et de procéder à la sensibilisation de la population pour une meilleure participation.

Cette révision des listes électorales se traduit par des radiations, des transferts et aussi, l'inscription des nouveaux majeurs sur la liste électorale. En effet, l'inscription de nouveaux majeurs, les radiations, ou encore les radiations prendront fin le 31 octobre 2019.

C'est la Mairie de la Commune urbaine de Moribabougou qui fut la première étape de cette visite de terrain du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Selon, le président de la commission administrative du Centre de Moribabougou, Diarra Diarra, le bureau est constitué de 29 agents dont 13 de

l'Administration et 16 issues des partis politiques. Il a indiqué que depuis le début, ils ont enregistré 118 cas de transfert, pour 75 validations et 5 radiations.

En ce qui concerne la participation au niveau de la Commune II du District de Bamako, en termes de transfert 51 personnes ont été enregistrés 37 personnes validées et 5 cas de radiation. Cette timidité, selon le chef du centre, Youssouf Guindo, est dû à la non transmission quotidienne de l'information à l'endroit des populations. A cet effet, il a apprécié et salué la visite ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Il exhorte la population à sortir massivement pour rattraper le temps perdu en venant effectuer leurs opérations de révision des listes électorales.

Pour le centre de la Commune II du District de Bamako, le bureau a localisé 105 cas transfert, pour 8 cas de validation et 36 personnes radiées. Les agents de la commission sont au nombre de 29 dont 16 agents des partis politiques et 13 de l'Administration.

Pour ce faire, le Maire adjoint de la Commune

I, Oumarou Togo a précisé que les travaux se déroulent normalement mais que l'affluence n'est pas à la hauteur de souhait. La timidité des opérations constitue la principale difficulté. « **Donc, j'appelle les partis politiques ainsi que les personnes de médias à nous aider afin de sensibiliser la population pour qu'elle vienne faire leur transfert, leur validation et surtout leur radiation** » a-t-il sollicité.

Par ailleurs, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Boubacar Alpha Bah dira que cette brève rencontre sur le processus annuel de la révision des listes électorales devrait inciter les populations à faire leurs opérations. « **Nous avons été à Moribabougou, en Commune I et II du District de Bamako avec plusieurs responsables. C'est pour se faire une idée sur l'aboutissement de cet exercice. Nous sommes tous mobilisés dans ce processus électoral afin de sensibiliser la population à le faire. Ces opérations sont d'une importance car elles constituent l'une des fondements de notre démocratie** », a dit le ministre Boubacar Alpha Bah.

■ Ibrahim Sanogo





Mali : Le peuple en quête de dignité

Au Mali, le peuple reste nostalgique de la dignité. Les valeurs humaines sont remplacées par celles bestiales. Le vivre ensemble est de ce fait compromis. Le peuple a tout intérêt à réinstaurer sa dignité.

Lorsqu'on parle de société, c'est avec les humains. Mais pourquoi considérons-nous que c'est uniquement les humains qui font une société ? Parce qu'il y a certaines valeurs qui les unissent, à savoir : la dignité, l'amour, la solidarité, le langage, qui rendent possible le vivre ensemble. Parmi toutes ces valeurs, c'est la dignité qui paraît la plus importante. Car de là découlent toutes les autres. La dignité, parce que celle-ci est une valeur

intrinsèque à tous les humains, une valeur qui leur permet de se respecter les uns les autres indépendamment de toute considération politique, raciale, religieuse, ethnique, morale, etc. **Ce qui différencie la communauté humaine de celle animale**

Partant de là, considérons, en quelques instants, la communauté animale. Ce qui régit celle-ci, c'est la loi du plus fort, c'est ce qu'on peut appeler de l'animalité. Une communauté dans laquelle une mère s'accouple avec son petit, un père avec sa petite, une sœur avec son frère, etc. Cet état d'animalité est celui que des penseurs ont nommé « état de nature ». « **Ce qui nous distingue de tous les ani-**

maux, écrivait Aristote dans Le Protreptique, brille particulièrement dans une vie vécue conformément à la raison ».

La raison, cette mine d'or, qui est la « chose la mieux partagée », est ce qui distingue les hommes des animaux. C'est pourquoi ce penseur de l'Antiquité grecque, Aristote, fait comprendre qu'en usant de cette raison, l'homme peut s'élever au-dessus de l'irrationalité et se rapprocher de « dieu ».

Des sociétés mi-humaines

Toutefois, de nos jours, c'est le transformisme prôné par Jean d'Ormesson aussi bien que Denis Diderot qui serait en œuvre dans le monde des vivants. « **Tous les êtres circulent les uns dans les autres. Tout est en flux perpétuel. Tout animal est plus ou moins homme ; tout minéral est plus ou moins plante ; toute plante est plus ou**

moins animal », écrivait Jean d'Ormesson dans La création du monde.

Aujourd'hui, il est certaines pratiques qui se font au Mali qui ne sont semblables qu'au comportement des bêtes. On aurait dit que les humains se transforment en bêtes. L'irrationalité a pris le dessus. Comme soutenaient Adorno et Horkheimer, il existe une crise de la rationalité. La raison qui permet de réfléchir sur le monde pour le rendre plus agréable à vivre est elle-même en situation de crise. Il convient que cette raison réfléchisse sur elle-même.

Sans cela, le monde animal sera plus digne que celui des humains. Puisqu'il est même rare de voir, sauf par accident, des animaux d'une même catégorie s'entre-tuer. Mais, même si cela arrivait, on pouvait le comprendre parce qu'on dirait qu'ils sont incapables de raison. Par contre, avec des humains, cela paraîtrait indigeste. Pourquoi ? Parce que nous avons une dignité qui nous interdit de causer du tort à autrui ; de nous servir de lui comme un moyen, qui nous indique de le traiter comme une part de nous-mêmes. C'est dans ce sens que Tariq Ramadan, islamologue suisse, soutenait que même si une personne commet un crime odieux, cela ne donne pas le droit de le priver de sa vie, car notre dignité nous l'interdit. On doit le traiter dignement en le traduisant devant les juridictions compétentes.

La justice du peuple

Mais hélas, la société malienne baigne de nos jours dans la Loi du Talion « **Œil pour œil, dent pour dent** ». Pour cause, l'impunité a pris l'ascendance pendant que les malfaiteurs bombent leur poitrine parce que sachant bien leur rapport de connivence avec les instances suprêmes. Ce qui fait penser à Assan Traoré et Geoffroy de Lagasnérie dans leur ouvrage Le combat d'Adama : « **Les institutions ont deux faces : une face officielle et une face officieuse** ».

Au Mali, les institutions existent pour rendre justice de façon officielle, mais officieusement, c'est le favoritisme, l'affairisme qui règne. C'est ce qui explique la plupart des problèmes de cette société.

Que le peuple reconnaisse sa souveraineté

Face à ce que ce pays traverse comme crise, il faut se dire la vérité, montrons-nous responsables et dignes. N'accusons personne d'autre, tout est de notre faute puisque nous sommes libres, nous sommes des citoyens, donc souverains. La « théorie du complot », le réductionnisme, sont des attitudes trop simplistes qui privent au contraire de la liberté d'agir en nous condamnant au fatalisme. Ce n'est-il pas contre ces genres d'attitudes que Robert Misrahi, écrivain français, notait : « **Les sociétés et les individus se construisent dans les combats et les souffrances d'un présent relevant les défis d'un avenir meilleur et possible, et non pas dans la froideur d'une fatalité logique qui déploierait imperturbablement le sens de l'histoire.** »

Pas d'effet sans cause et sans conséquences

Nous devons agir dans le sens de la recherche des causes de ces indignités dans nos sociétés au lieu de procéder à des massacres en répondant à la violence par la violence. À cet effet, nous devons adopter une attitude spinoziste expliquée par Frédéric Lenoir : « **Ne pas se moquer, ne pas se lamenter, ne pas détester, mais comprendre** ».

Ce n'est pas pour rien qu'on dit que l'homme est un être raisonnable. La raison nous est donnée pour résoudre nos problèmes humainement, dignement et non pas bêtement. C'est d'ailleurs ce que nous apprend Karl Raimund POPPER : « **[...] Quand je parle de rationalisme, je me réfère à l'attitude qui consiste à résoudre le plus grand nombre possible de problèmes par un recours à la raison, c'est-à-dire à la pensée lucide et à l'expérience, plutôt qu'aux émotions et aux passions.** »

Si l'on doit continuer de se comporter de façon irrationnelle, notre société, la plus belle et la plus organisée, risque de sombrer dans la « société close », dans le « tribalisme ». Nous mettrons à l'eau tout ce qu'ont fait nos ancêtres à savoir l'avènement de la « société ouverte. » Il faut que chacun se montre responsable pour que cela n'arrive point où plutôt prenne fin puisque la chute a d'ailleurs été consommée. C'est cet irrationalisme qui domine présentement notre société.

Les institutions, c'est le peuple

Par ailleurs, le fait que les institutions soient indignes ne signifie pas que nous soyons nous aussi pires, mais le contraire. C'est comme nous l'enseigne le sage Antique Grec, Socrate, « **Mieux vaut subir l'injustice que de la commettre** ». Alors, cette mauvaise qualité des institutions ne justifie en aucune manière les agissements indélicats qui compromettent de nos jours le vivre ensemble dans ce pays. D'ailleurs, priver son semblable de sa vie est en lui-même une injustice vis-à-vis de la justice et vis-à-vis de la religion. Car nous ne pensons pas que la religion ou encore la justice ait autorisé le fait que chacun se rende justice. Ou encore pense-t-on que les religions tout comme les institutions ne jouent plus leur rôle ? Si c'est le cas, des mesures plus nobles existent pour « **déposer ces institutions** » que de se livrer à des attitudes indignes.

Ce que veut la dignité

Notre dignité nous recommande de traiter l'autre en nous-mêmes comme dans les autres toujours comme une fin et jamais comme un moyen comme nous l'enseigne Emmanuel Kant, intellectuel allemand. C'est aussi tout le sens de la « bissoïté » de Wenceslas Betu Mulumba, écrivain congolais : « **La bissoïté entend, prospectivement faire valoir, par-delà différenciation, conflits, fractures et paradoxes, l'unité ou la reliance /solidarité multidimensionnelle, cosmico-humaine comme principe ultime auquel peut s'adosser l'idéal de régulation (notamment politique) de l'agir humain à l'âge de l'hypertechnique et de l'ultralibéralisme.** »

Nous retrouvons également une idée pareille chez Edgar Morin, sociologue et philosophe français, lorsqu'il explique que « **L'unité humaine engendre la diversité humaine et la diversité humaine entretient l'unité humaine.** »

Face à tout ce que le pays traverse aujourd'hui, il importe au peuple malien de recouvrer toute sa dignité pour sauver cette nation du chaos. Pour ce faire, il faudrait se montrer plus raisonnable afin que le vivre ensemble puisse être possible.

■ Fouseni TOGOLA

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

LES DIOCESES DU MALI : ELEMENTS D'HISTOIRE: (Suite et fin)



Informations générales sur le Diocèse de Kayes. Mgr Jonas Dembélé, Evêque de Kaye

Services Diocésains :

- Économat Diocésain
- Enseignement Catholique Diocésain
- Aumônerie Enseignement Catholique
- Santé / Promotion féminine / Animation rurale
- Coordination de la Pastorale Sociale / Mass Media

Secteurs Pastoraux de Kayes :

- Paroisse « Cathédrale de l'Immaculé Conception »
- Centre Paroissial (Prêtres Diocésains + Fidei Donum)

- Communauté FCIM «De l'Immaculé Conception » de Kayes
- Paroisse de Kakoulou : « Notre Dame de la Merci »
- Centre Paroissial de Kakoulou (.Prêtre Diocésain + Fidei)
- Paroisse Nioro-du-Sahel : « Notre Dame de Fatima »
- Centre Paroissial (Pères Blancs)
- Communauté des Sœurs de l'Ange Gardien de Nioro-du-Sahel

Secteur de Kéniéba

- Paroisse de Guéné-Goré / Kassama « Cœur Immaculé de Marie / Notre Dame d'Afrique »
- Centre Paroissial de Kéniéba (Pères Blancs)
- Communauté des Sœurs de l'Annonciation de Bobo à Guéné-Goré

Secteur Kita :

- Paroisse « Notre Dame de Kita »
- Centre Paroissial de Kita (Prêtres Diocésains + P.B)
- Sœurs de la Charité de Saint Louis de Kita
- Paroisse de Sagabari : « Notre Dame de l'Assomption »
- Centre Paroissial de Sagabari (Missionnaires d'Afrique)
- Communauté des Sœurs Carmélites missionnaires Thérésiennes de Sagabari

Informations générales sur le Diocèse de Siakso. Monseigneur Jean-Baptiste TIAMA

Services Diocésains

- Économat Diocésain
- Enseignement Privé Catholique
- Aumônerie de l'Enseignement Catholique
- Coordination Action Sociale
- Coordination Action Sociale
- Aumônerie Action Sociale
- Responsable Diocésain des Catéchistes
- Commissions Diocésaines de la Catéchèse, de Liturgie, de Vocations et Séminaires, du laïc, de Formation, de l'Apostolat Biblique, des mouvements, des O.P.M. du jumelage, de l'Art Sacré, du dialogue inter-religieux,
- Responsable diocésaine des femmes catholiques
- Union Diocésaine des Religieuses
- Imprimerie Diocésaine

Secteurs Paroissiaux du Diocèse de Sikasso :

- Paroisse Cathédrale : « Notre Dame de Lourdes »
- Centre Paroissial cathédrale : (Prêtres Diocésains)
- Centre Professionnel St. Jean Bosco : (Salsésiens)
- Cté des Sœurs de Sainte Croix / Sikasso
- Cté des Sœurs de la Ste Famille d'Amiens / Sikasso au « Centre Charles Lwanga » Wayèrèma
- Cté des Sœurs Missionnaire d'Afrique / Sikasso
- Paroisse de Fanterela : «Paroisse Saint Paul»
- Centre Paroissial de Fanterela (Missionnaires d'Afri)

- Cté des Sœurs du Sacré Cœur de Marie / Fanterela
- Paroisse de Dyou : « Paroisse Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus »
- Centre Paroissial de Dyou (Prêtres Diocésains)
- Cté des Sœurs de Sainte Croix / Dyou
- Paroisse de Sanzana : « Notre Dame du Fatma »
- Centre Paroissial de Fatima (Prêtres Diocésains)
- Cté des Sœurs de l'Annonciation de Bobo / Sanzana
- Paroisse de Koutiala : « Notre Dame d'Afrique »
- Centre Paroissial de Koutiala (Prêtres Diocésains)
- Communauté F.C.I.M. / Koutiala
- Cté des Sœurs de la Nativité de Notre Seigneur / Koutiala
- Paroisse de Karangasso « Paroisse Sainte Odile »
- Centre Paroissial de Karangasso (m. d'Afrique)
- Cté des Sœurs Franciscaines de Marie Immaculée / Karangasso
- Paroisse de Kimparana : « Notre Dame de la Confiance »
- Centre Paroissial de Kimparana (m. d'Afrique)
- Communauté des Sœurs du Sacré Cœur de Marie / Kimparana
- Paroisse de Boura « Paroisse des Martyrs de l'Ouganda »
- Centre Paroissial de Boura (Prêtres Diocésains)

Informations générales sur le Diocèse de Ségou. Monseigneur Augustin TRAÛRÉ

Services Diocésains

- Économat Diocésain
- Enseignement Catholique Diocésain
- Aumônerie de l'Enseignement Catholique
- Coordination de la Pastorale Sociale
- Formation Permanente et Relève
- Coordination Diocésaine du laïc
- Union Diocésaine des Religieux(ses)
- Centre Gabriel Cissé

Secteurs Paroissiaux du Diocèse de Ségou :

- Paroisse Cathédrale « de l'Immaculé

Conception » :

- Centre Paroissial cathédrale : (Prêtres Diocésains)
- Cté des Religieuses de Marie Immaculé / Ségou
- Centre Vicenta Maria / (RMI)
- Cté des Sœurs des Servantes des Pauvres de Jeanne Delanoue / Ségou
- Cté des Sœurs Servantes du Sacré Cœur de Jésus / Ségou
- Paroisse de Markala : « Paroisse Notre Dame du Niger »
- Centre Paroissial de Markala (Prêtres Diocésains)
- Paroisse de Niono : « Notre Dame du Sahel »
- Centre Paroissial de Niono (Prêtres Diocésains)
- Cté des Religieuses de Marie Immaculé / Niono
- Paroisse de Béléko : « Paroisse Saint Joseph »
- Centre Paroissial de Béléko (Prêtres Diocésains)
- Cté des Religieuses de Marie Immaculé / Béléko
- Cté des Sœurs des Servantes des Pauvres de Jeanne Delanoue / Béléko
- Paroisse de Kolongotomo « Paroisse Sainte Marie »
- Centre Paroissial de Kolongotomo (m. africain)
- Cté des Sœurs Servantes du Sacré Cœur de Jésus / Kolongotomo

Informations générales sur le Diocèse de Mopti

Services Diocésains – Commissions Diocésaines

- Économat Diocésain
- Enseignement Catholique Diocésain
- Promotion féminine / Secrétaire Caritas
- Action de Promotion humaine / Agriculture Durable / Santé
- Coordination Pastorale Sociale
- Aumônier et Conseiller / Pastorale Sociale
- Centre Saint Jean Bosco / Atelier Diocésain / Mass Média
- Commissions Diocésaines de la Catéchèse, de Liturgie, de Vocations et Séminaires, de Clergé et Vie Religieuse
- Apostolat des laïcs
- Secrétariats Diocésains / Formation / Migrants / Religions non chrétiennes / Apostolat

Bible / Œuvres Pontificales Missionnaire / Histoire Église

Secteurs Paroissiaux du Diocèse de Mopti :

- Paroisse de Mopti – Sévaré :
- Paroisse cathédrale « Saint Joseph » : (Prêtres Diocésains)
- Résidence à Sévaré : (Prêtres Diocésains)
- Communauté des Sœurs de Sainte Clotilde de Mopti
- Paroisse de Bandiagara : « Paroisse Marie-Reine »
- Centre Paroissial de Bandiagara (Missionnaires d'Afrique)
- Communauté des Frères du Sacré Cœur de Bandiagara
- Communauté des Sœurs de l'Ange Gardien de Bandiagara
- Paroisse de Barapireli : « Notre Dame du Bon Conseil »
- Centre Paroissial de Barapireli (Prêtres Diocésains)
- Sœurs de l'Ange Gardien / Communauté de Barapireli
- Paroisse de Pel : « Notre Dame du Rosaire »
- Centre Paroissial de Pel (Prêtres Diocésains + m. afr-)
- Communauté F.C.I.M. de Pel
- Paroisse de Ségué « Notre Dame de Lourde »
- Centre Paroissial de Ségué (Prêtres Diocésains)
- Communauté des Sœurs de l'Ange Gardien / Ségué
- Paroisse de Gao : « Notre Dame du Niger »
- Centre Paroissial de Gao (Missionnaires d'Afrique)
- Sœurs de la Retraite à Gossi

Informations générales sur le Diocèse de San. Monseigneur Jean-Gabriel DIARRA

Services Diocésains

- Secrétariat - Évêché
- Archives diocésaines
- Économat diocésain
- Enseignement Catholique
- Coordination Action Sociale
- Centre de Communication de Parana
- Centre de Formation d'Animateurs Ruraux
- Commissions Diocésaines de la Catéchèse, de Liturgie, de Vocations et Séminaires, du laïc

- Équipe Diocésaine de Formation

Secteurs Paroissiaux du Diocèse

de San :

- Paroisse Cathédrale : « Notre Dame de Lourdes »
- Centre Paroissial cathédrale : (Prêtres Diocésains + m. afr)
- Petites Sœurs du Sacré Cœur de Yangasso
- Cté des Sœurs de la Charité de Jésus et de Marie / San
- Cté des Sœurs de la Charité de Jésus et de Marie / Koutienso
- Cté des Sœurs Missionnaire de la Charité / San
- Cté des Filles du Divin Amour / San
- Paroisse de Mandiakuy : « Paroisse Notre Dame du Sacré Cœur »
- Centre Paroissial de Mandiakuy (Prêtres Diocésains)
- Centre de formation des Catéchistes « St. Barnabé »
- Cté des Frères du Sacré Cœur / Dobwo
- Cté des Sœurs de l'Annonciation de Bobo / Mandiakuy
- Cté des Sœurs de l'Annonciation de Bobo / Dobwo
- Centre Vocationnel de Jeunes filles / Dobwo
- Paroisse de Sokoura : «Notre Dame du Bani»
- Centre Paroissial de Sokoura (Prêtres Diocésains)
- Cté des Sœurs de l'Annonciation de Bobo / Sokoura
- Séminaire Saint Paul de Togo
- Paroisse de Tominian : « Notre Dame de la Paix »
- Centre Paroissial de Tominian (Prêtres Diocésains)
- Communauté F.C.I.M. / Tominian
- Paroisse de Tuba « Paroisse Saint Joseph »
- Centre Paroissial de Tuba (Prêtres Salésiens)
- Cté des Sœurs de Marie Auxiliatrice - Salésiennes

Informations générales sur l'Archidiocèse de Bamako.

Services Diocésains :

- Économat Diocésain
- Enseignement Catholique Diocésain
- Caritas Diocésaine
- Conseil Diocésain des Laïcs
- Union Diocésaine des Religieux(ses) – UDR
- Centre Djoiba
- Centre Foi et Rencontre
- Cours Jeanne d'Arc
- Centre Père Michel
- Centre Vicenta Maria

Secteurs Pastoraux de la ville de Bamako:

- Secteur Cathédrale (Badialan, Djikoroni, La-fiabugu, Sebeninkoro) : Pères Blancs + Prêtres Diocésains
- Secteur Badalabugu : Pères Blancs + Prêtres Diocésains
- Secteur Korofina – Saint Kizito Korofina et Dumanzana
- Secteur Missira (Notre Dame des Champs Missira, Bagadadji, Sans Fil, Niarela)
- Congrégations et Instituts résidant dans la ville de Bamako
- Communauté des Béatitudes
- CDP (Divine Providence)
- Filles du Cœur Immaculé de Marie (F.C.I.M.)
- Frères du Sacré Cœur
- Missionnaires d'Afrique (Pères blancs)
- Petites Sœurs du Sacré Cœur
- Religieuses de Marie Immaculé
- Sœurs de l'Ange Gardien
- Salésiens de Don Bosco
- Sœurs de la Charité de Saint Louis
- Sœurs des Servantes des Pauvres de Jeanne delanoue
- Sœurs missionnaires de Notre Dame d'Afrique
- Sœurs du Centre « Abbé David »

Secteur Nord de l'Archidiocèse de Bamako :

- Paroisse de Kati : «Notre Dame Auxiliatrice»
- Centre Paroissial de Kati : Pères Blancs
- Centre de Formation des Catéchistes de Ntoninba
- Communauté FCIM «St. Joseph – Noviciat de Kati »
- Communauté FCIM « Notre Dame de Liesse de Kati »
- Sœurs Missionnaires de l'Immaculé Reine de la Paix /Kati
- Paroisse de Faladiè : «Notre Dame Fourvière»
- Centre Paroissial de Faladiè (P.B. + Prêtre Diocésain)
- Centre d'Études de langue Bambara
- Sœurs de Saint Vincent de Paul d'Opwick
- Paroisse de Kolokani : « Notre Dame de l'Épiphanie »
- Centre Paroissial de Kolokani (Pères Blancs)
- Sœurs Missionnaires de Notre Dame d'Afrique de Kolokani

Secteur Sud de l'Archidiocèse de Bamako :

- Paroisse de Bougouni : « Notre Dame de Fatima »
- Centre Paroissial de Bougouni (Pères Colombiens)
- CDP (Divine Providence) de Bougouni
- Paroisse de Gwalala : « Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus »
- Centre Paroissial de Gwalala (Prêtres Diocésains)
- Communauté des F.C.I.M. de Gwalala
- Sœurs Franciscaines Missionnaires de Marie Auxiliatrice de Kalana
- Paroisse de Welessébougou : « Saint François Xavier »
- Centre Paroissial de Wélessébougou (Prêtres Diocésains)
- Communauté des F.C.I.M. de Wélessébougou.

**WESTERN
UNION**

WU SM

MONEY TRANSFER

Etat islamique en Irak et au levant : La mort de Aboubacr AL BAGHDADI et nous



Que signifie la disparition brutale du fondateur de cet État dit islamique des années 2010 ? Le monde étant un village on peut répondre : beaucoup.

L'Etat islamique en Irak et au levant (EI, ISIS ou Daech) est devenu ce qu'il est, c'est-à-dire le dominateur du « sunnisme » conquérant après la mort de BEN LADEN ou BIN LADIN. Pour sa succession, Aymane ZAWAHIRI, successeur désigné, a été coiffé au poteau par AL BAGHDADI. Du coup, l'EI a pris le dessus sur Al Qaeda.

Aux débuts des années 90, BIN LADIN avait décidé que les saoudiens continueraient à soutenir l'expansion du Wahhabisme par l'argent et les méthodes douces (Daawa, Tabligh, Irchad, etc.) alors qu'avant, il fallait passer par la violence. Il sera déchu de sa nationalité et chassé du pays. En partant, BEN LADEN a menacé la famille royale (qui a tout donné à son père et à lui-même) : « Je reviendrai et je vous égorgerais tous ». Il partit au Soudan et on connaît la suite. De la frustration et de la haine qui sont nées de cette rupture date la soif de vengeance à vie de l'ingénieur en bâtiment et entrepreneur (BEN LADEN était ingénieur avant d'être un connaisseur de la Charia).

Durant les années 70-80, les gauchistes occidentaux étaient leurs propres terroristes : Action directe (France), la Bande à Baader (Allemagne), la Brigade rouge (Italie), la Cellule

communiste combattante (Belgique), Carlos (Argentine), etc. Eux aussi voulaient détruire le monde existant pour le rebâtir selon leur modèle : le socialisme. Gauchistes et 'sunnites' visaient donc deux objectifs stratégiques semblables, détruire pour reconstruire. Mais, les objectifs finaux diffèrent : un monde socialiste pour les uns et un monde salafiste pour les autres. Ils peuvent donc faire une partie du chemin ensemble : détruire.

Mais, aux débuts des années 80, la Gauche vint conquiert le pouvoir politique partout. À 16 membres, 13 pays européens étaient dirigés par des gauches. La Gauche va également dominer les Nations unies et la communauté internationale. Il fallait donc déplacer le combat ailleurs et avec d'autres acteurs. C'est ainsi que les islamistes sont approchés (en secret) et les minorités poussées à se révolter contre leurs Etats. Le soutien, à titre d'exemple, au MNLA hier et à la CMA aujourd'hui vient de là. C'est grâce à OBAMA que Boko Haram, l'EI et d'autres terroristes ont eu cette puissance de frappe.

TRUMP le grain de sable dans l'œil

Le soutien continue à ce jour, même si avec la présence de TRUMP gêne énormément. OBAMA a créé l'EI en 2013 (Boko Haram la même année) pour certains objectifs au Moyen

orient qui avaient très bien marché. Mais TRUMP est venu tout détruire. Et il vient d'éliminer le chef EI. Les choses sont d'autant plus compliquées que le Qatar reste le seul bailleur valable du projet « sunnite » violent. Par ailleurs, le Maréchal HAFTAR (Libye) s'est insurgé contre le projet Gauchistes / « Sunnites » violent après la chute de l'EI dans son pays. Les combats continuent.

BAGHDADI mort, la rivalité Al Qaeda / EI va forcément connaître des modifications. Or les deux sont présents sur le sol malien. Ce qui veut dire que l'on va assister à la recrudescence des activités des deux camps. L'un pour conserver sa suprématie et l'autre pour reprendre sa place perdue. Les populations et l'Etat du Mali pourraient être l'herbe sous les pieds des éléphants qui se battent. De leur côté, les représentants de la communauté internationale sur place (Minusma, Barkhane, le G5 Sahel) doivent eux aussi revoir et réajuster leurs plans. Ils étaient presque au bout de l'objectif stratégique qui est de changer la Constitution pour l'application de l'Accord.

La mort subite de AL va donc forcément redistribuer les cartes et apporter des perturbations dans les données, les enjeux et les alliances. Il est trop tôt pour en dessiner les contours. Cette disparition de BAGHDADI crée une brèche dans le contexte malien. Une donne possible pour s'engouffrer dans l'ouverture. Or tout ce qui intéresse IBK, c'est changer la Constitution et appliquer l'Accord. Chose qui va satisfaire tous les protagonistes : Gauchistes, salafistes (« sunnites » violents) et minoritaire maliennes du nord.

Et les maliens ordinaires ? Pour avoir un dividende dans une entreprise, il faut avoir des actions, il faut être un protagoniste. Or, les maliens ne sont ni actionnaires ni protagonistes. Ils comptent sur la volonté d'Allah. Ils risquent donc d'être les dindons de la farce. Par ailleurs, il faut savoir que le « sunnisme » conquérant a déjà créé la Wilaya (région administrative) de l'Afrique de l'Ouest. Le Mali en est le Merkaze (centre de diffusion). Amadou Kouffra BARRY et son chef hiérarchique Iyad Ag GHALY vont-ils garder leur position ? De nouvelles têtes vont-elles submerger ? On aura des indices une fois le successeur de AL BAGHDADI connu.

■ Amadou TALL

Côte d'Ivoire : La plateforme d'associations soroïstes sur les fonts baptismaux

Le regroupement des associations de soutien à la candidature de Guillaume Soro à la présidentielle de 2020, a été porté sur les fonts baptismaux. Dénommé Générations et Peuples Solidaires, ce mouvement politique entend recruter partout des militants, y compris au RHDP d'Alassane Ouattara.

Par Elisée Charles Gonçalves

C'est désormais effectif. La plateforme des associations de soutien à la candidature de Guillaume Soro à la présidentielle de 2020 a été portée sur les fonts baptismaux le lundi, 28 octobre 2019, à Abidjan. Dénommée Générations et Peuples Solidaires (GPS), ce mouvement politique qui ressemble plus à un parti politique entend recruter partout des militants, y compris au RHDP d'Alassane Ouattara. Guillaume Soro est absent à cette cérémonie de présentation, mais le Gps a procédé à l'officialisation de son comité d'orientation et de coordination, une sorte de bureau politique chargé de définir la doctrine, les idéaux et la ligne de ce mouvement.

Sans surprise, l'on y découvre des personnalités telles que Bamba Affoussiata Lamine,

Alain Lobognon, Méité Sindou ou Sess Soukou Mohamed, tous d'anciens membres du RDR et du RHDP, le parti au pouvoir. Cependant, de l'avis des organisateurs de cette cérémonie, les responsables du GPS ne veulent en aucun cas faire l'apologie de la violence ou d'un ressentiment de vengeance quelconque en dépit des frustrations subies. Au contraire, ils entendent rassembler tous les Ivoiriens, quel que soit leur bord politique, sous la bannière du pardon, de la fraternité et de la renaissance pour contribuer au retour de la paix en Côte d'Ivoire.

Ces responsables qui ont pour slogan « Peuples unis, Peuples forts », ont annoncé dans les jours à venir l'installation des comités locaux de base sur toute l'étendue du territoire après celui de Yopougon présenté ce jour. A noter que ces comités locaux de base constitueront des représentations du GPS dans chaque localité de la Côte d'Ivoire avant la prochaine présidentielle.

Pour rappel, Guillaume Kigbafori Soro (GKS) fut vice-président du RDR, député RHDP et président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire. Ayant refusé d'adhérer au RHDP- parti unifié tel que voulu par le président de la République Alassane Ouattara, il a été contraint de démissionner du perchoir. Depuis son divorce avec ses alliés d'hier, GKS a décidé de se lancer dans la course à l'élection présidentielle de 2020 au grand étonnement de son mentor d'hier.



PLANET

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

Longtemps sous perfusion : L'Union africaine est en quête d'autonomie financière



En 2018, les Etats membres devront financer 40 % du budget de l'institution pour mettre fin à une forte dépendance aux bailleurs de fonds internationaux.

Quelque chose semble avoir changé dans l'atmosphère parfois léthargique de l'Union africaine (UA). Certes, il y a l'arrivée au club du nouveau président du Liberia, George Weah, 51 ans, accueilli par une salve d'applaudissements lors du 30e sommet des chefs d'Etat, fin janvier à Addis-Abeba. Mais il y a autre chose qui laisse croire à un moment charnière pour cette organisation. Le président de la Commission de l'UA, le Tchadien Moussa Faki Mahamat, l'a résumé dans son discours : « Sans son indépendance, l'Afrique n'est rien du tout. Avec son indépendance, elle peut être tout. »

Depuis sa création en 2002, l'UA fonctionne vaille que vaille sous perfusion de bailleurs de fonds internationaux comme l'Union européenne (UE), l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) ou en-

core l'Allemagne, qui assuraient 70 % de son budget jusqu'en 2017 et la quasi-totalité de ses opérations de maintien de la paix. Aujourd'hui, l'indépendance financière n'est plus une chimère, veut-on croire : l'institution continentale a réussi à réduire les contributions extérieures à 58 %.

Des salaires bien plus bas qu'à l'ONU

Dans leurs bureaux exigus, à l'écart de l'immeuble moderne offert par la Chine « aux frères africains », les 1 174 employés de l'UA se sont longtemps débrouillés pour faire tourner ce « grand machin » avec peu de moyens. Leurs rémunérations restent basses, bien loin de l'objectif d'atteindre 75 % des salaires des fonctionnaires des Nations unies. « Malgré une hausse de 6,1 % en janvier, on reste loin des grilles de l'ONU », regrette un cadre débutant éthiopien, qui perçoit 5 000 dollars par mois (environ 4 040 euros).

« Plus on monte en grade, moins on gagne à l'UA », résume un haut responsable. L'Algérien Smail Chergui, à la tête du stratégique Conseil de paix et de sécurité, perçoit 12 000 dollars par mois, de même que les sept autres commissaires de l'UA. C'est 3 000 dollars de plus que les 21 directeurs de l'organisation. Le salaire le plus élevé revient à Moussa Faki Mahamat, qui se satisfait de 14 000 dollars par mois. Il dispose d'un véhicule pour lui, d'un autre pour sa famille et de deux 4x4 pour son escorte. A cela s'ajoute un logement de fonction : la belle villa ornée de marbre et ceinturée de jardins verdoyants, l'Africa House, résidence officielle des présidents de la Commission de l'UA.

Avant lui, le Gabonais Jean Ping (2008-2012) avait demandé de refaire intégralement la décoration, dans un style plus rococo, et insisté auprès de l'administration de l'UA pour que soient effectués des travaux jugés extravagants, notamment dans le grand salon. La Sud-Africaine Nkosazana Dlamini-Zuma (2012-2017), elle, y résidait peu, préférant l'une de ses demeures en Afrique du Sud, qui lui versait près de 3 millions de dollars annuels en plus de ses émoluments payés par l'UA.

« M. Faki, lui, n'a rien exigé. A son arrivée, il n'a demandé qu'une chose : un tapis de prière », raconte un responsable de l'intendance. Moussa Faki Mahamat ne voyage pas en jet privé mais en business class sur Ethiopian Airlines, comme les autres hauts responsables. Car l'UA, contrairement à certaines agences onusiennes, ne possède pas de flotte d'avions. « La seule fois où il a pris un jet, c'était pour se rendre à Juba [capitale du Soudan du Sud] et c'était un avion des Nations unies », assure l'un de ses proches conseillers.

Il lui est arrivé, très rarement, d'embarquer à bord d'un avion privé de chef d'Etat, comme ce fut le cas, fin novembre 2017, avec le Nigérien Mahamadou Issoufou pour rallier Niamey depuis Abidjan, où venait de s'achever le sommet UE-UA. Une rupture avec les pratiques de ses prédécesseurs, comme Jean Ping, qui acceptait sans ambages les largesses du Libyen Mouammar Kadhafi, y compris des avions mis à disposition pour sillonner le continent. De vieux diplomates se souviennent non sans gêne de cet ancien président de la Commission particulièrement soumis au Guide.

Le siège de l'Union africaine, à Addis-Abeba.



Un budget de 770 millions de dollars

Les temps ont changé. Le Libyen, qui s'était fait introniser « roi des rois d'Afrique » en 2009, année marquée par sa présidence de l'UA, déversait des millions de pétrodollars pour tenter de contrôler une organisation panafricaine désargentée. « Il n'y avait aucune traçabilité ni de contrôle centralisé sur la gestion des fonds levés par l'UA jusqu'en 2006 », relève Ulf Engel, professeur à l'Institut d'études africaines de l'université de Leipzig, en Allemagne. L'organisation se débattait alors avec un budget annuel de 164 millions de dollars. Cette année, il avoisine les 770 millions de dollars.

Élegant dans son costume gris, avec sa canne de seigneur de la diplomatie africaine, un septuagénaire respecté de tous se souvient des débats entourant le financement de l'organisation au moment du passage de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à l'UA. « J'avais chargé les ministres des finances de réfléchir à des prélèvements sur des billets d'avion ou sur les transactions financières », explique à Addis-Abeba l'Ivoirien Amara Essy. L'ancien ministre des affaires étrangères de Félix Houphouët-Boigny, secrétaire général de l'OUA en 2001 et président intérimaire de la Commission de l'UA créée l'année suivante, parle non sans regrets de ces mécanismes d'autofinancement qui n'ont jamais été adoptés.

Les chefs d'Etat, véritables maîtres de l'UA, ne se sont finalement jamais mis d'accord. L'un d'entre eux, l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, avait proposé une série de taxes

sur les nuits d'hôtel, les billets d'avions ou les SMS. C'était en 2013, année de l'intervention militaire française au Mali. Deux ans plus tard, le Zimbabwéen Robert Mugabe s'y essayait aussi. Sans plus de succès.

Beaux discours, mauvais payeurs

L'histoire semble se répéter en cette fin janvier. Moussa Faki Mahamat et Paul Kagamé, président du Rwanda à la tête de l'UA pour un an, traquent désormais les Etats membres qui rechignent à régler leurs cotisations annuelles, fixées selon leur PIB. « Un sentiment de honte s'est peu à peu répandu, notamment après le déclenchement de l'opération française "Serval" au Mali un an après l'inauguration du nouveau siège de l'UA offert par la Chine, d'une valeur de 200 millions de dollars que n'ont pu réunir 54 pays, souligne un haut fonctionnaire, un brin désabusé. Les Etats sont hypocrites quand il s'agit de l'UA. Ils y font de beaux discours mais ne s'y investissent pas. » En 2017, le président de la Commission a même dû décrocher son téléphone pour tenter de convaincre les « mauvais payeurs » qui grèvent le budget de fonctionnement de l'institution. Car il y a encore trop de retardataires. Mais « dans la culture de l'UA, on n'humilie pas. Pas de "name and shame" ici. Tout se joue dans la discrétion », lâche un observateur.

Les quelques pays ravagés par les conflits, comme la Somalie ou la Centrafrique, bénéficient d'une certaine clémence. Des Etats pétroliers comme le Gabon ou le

Congo-Brazzaville, eux, ont été rappelés à l'ordre. Les sanctions prévues dans les textes de l'UA restent toutefois peu dissuasives. Pour les éviter, des pays comme le Zimbabwe règlent une petite avance : même 1 000 dollars suffisent à remettre le compteur des pénalités à zéro. En guise de protestation, le Burundi, miné par une crise meurtrière provoquée par le maintien au pouvoir de Pierre Nkurunziza, refuse quant à lui de cotiser.

D'autres ont pris l'habitude de venir aux sommets d'Addis-Abeba chargés de sacs d'argent en liquide. Lorsque ce ne sont pas des émissaires de l'UA qui viennent les récupérer. Comme ce fut le cas en 2017, à Khartoum, où le gouvernement soudanais a remis 8 millions de dollars en espèces à des fonctionnaires de l'UA contraints de réserver deux sièges supplémentaires sur le vol du retour pour entreposer le pactole.

Des partenariats avec Harvard et l'ENA

Cette année, le binôme Kagamé-Faki a convaincu les Etats membres de soutenir la réforme institutionnelle de l'UA. Adoptée lors de ce 30e sommet, elle prévoit notamment l'application d'une taxe de 0,2 % sur les importations d'autres continents. Plus de la moitié des Etats africains l'ont déjà mise en œuvre. Ce qui pourrait permettre de ramener dans les caisses de l'UA plus de 1 milliard de dollars par an, selon le ministre rwandais des finances, Claver Gatete – mais le Rwanda, de par son faible PIB, ne contribue qu'à hauteur de 1,6 million de dollars, ce qui est dérisoire et ne manque pas d'agacer les grandes puissances africaines.

Traditionnellement, c'étaient les mastodontes économiques du continent, les « Big Five », qui finançaient la moitié du budget total. La Libye, en déréliction depuis la mort de Kadhafi, en 2011, a été remplacée par le Maroc dans ce quintet. Le royaume a fait son retour dans l'UA six ans plus tard, de même que son entrée dans le club des cinq plus importants contributeurs aux côtés de l'Algérie, de l'Afrique du Sud, de l'Egypte et du Nigeria.

Ces cinq pays règlent désormais un peu plus de 36,7 millions de dollars chacun par an, selon les chiffres officiels publiés en janvier. A l'exception de 7 millions de dollars versés au Conseil de paix et de sécurité, ces contri-

butions servent à alimenter le budget de fonctionnement qui, pour la première fois en 2017, a été autofinancé par les Etats membres. Comme une promesse de voir l'organisation panafricaine accéder enfin à l'autonomie financière.

Un vent de modernisation souffle-t-il sur l'UA ? Une brise de changement, sans doute. Au siège d'Addis-Abeba, à l'ombre de la grande tour de verre, on peut désormais croiser des jeunes fonctionnaires diplômés des universités les plus prestigieuses de la planète. « Nous avons noué des partenariats avec Harvard, l'Académie diplomatique de Vienne et l'Ecole nationale d'administration française pour former nos directeurs et recruter des diplômés », dit Amine Idriss Adoum, directeur de l'administration de l'UA depuis 2014. Ce Tchadien de 45 ans formé à l'université de N'Djamena et à l'Institut catholique de Yaoundé pourrait être une icône de cette élite « made in Africa ». Après avoir occupé des postes à responsabilité dans des grands groupes privés, M. Idriss Adoum orchestre la mise en œuvre de la « réforme Kagamé » en interne, optimise l'organisation, modernise les « process », comme il dit, et dépoussière l'image de l'institution. « Je recrute de plus en plus de jeunes motivés et super bien formés, que je paie près de 6 000 dollars, contre peut-être 10 000 ailleurs. Mais dites-moi où un jeune diplômé a l'opportunité

d'optimiser une organisation intergouvernementale, en contact étroit avec des diplomates et des chefs d'Etat ? » Ces cinq dernières années, la moyenne d'âge des employés est passée de 54 à 46 ans et la parité homme-femme, gravée dans le marbre des textes de l'UA, s'applique progressivement.

Pas de quoi néanmoins attirer les cadres de certains pays, comme l'Algérie, l'Egypte ou l'Afrique du Sud, qui détiennent pourtant le plus grand nombre de postes de par leurs contributions majeures. Les salaires de l'UA restent peu attractifs pour leurs jeunes élites. A défaut, ces Etats paient sans barguigner pour peser sur les grandes décisions du continent. Une manière de s'acheter de l'influence politique.

Imposer une culture du résultat

En 2018, les Etats africains contribueront donc à hauteur de 40 % du budget total de l'organisation. La partie « fonctionnement » est, pour la première fois de son histoire, presque intégralement couverte par les membres de l'UA, et la participation de l'UE et d'autres bailleurs diminue. « C'est aujourd'hui un mythe de dire que c'est l'UE qui finance l'organisation, dit un haut responsable. C'était vrai autrefois. » Jusqu'en 2014, les Etats ne finançaient que 3 % des programmes de l'UA, contre 25 % au-

jourd'hui. « L'Afrique du Sud, l'Egypte et l'Algérie versent plus de trois millions de dollars chacun pour ce budget », assure un diplomate nord-africain.

Reste le problème de la gabegie et de la mauvaise gestion. « Il faut faire des économies et mieux contrôler les budgets. Certains employés de l'UA se font plaisir, voyagent trop et accumulent des dépenses inutiles... C'est le cœur de la réforme Kagamé », a précisé au Monde le Guinéen Alpha Condé, président de l'UA en 2017. En ces temps de réforme, il n'y a donc pas de petites économies. Paul Kagamé et Moussa Faki Mahamat veulent, entre autres, réduire les 11 000 voyages effectués en 2017 par des employés de l'UA, facturés 19 millions de dollars.

Mais la plus grande révolution sera d'imposer dans cette organisation bureaucratique une culture du résultat, de la performance et de la « data » si chère à Paul Kagamé. Le Rwandais y est parvenu dans son propre pays et se rêve déjà en réformateur pour mener à bien les grands chantiers de l'institution. Avec M. Faki, ils forment un duo pragmatique qui ravive l'espoir d'une UA affranchie des bailleurs de fonds internationaux, capable de résoudre ses crises et d'écrire sa propre histoire pour faire entendre la voix de l'Afrique dans le monde.

■ **Joan Tilouine et Ghalia Kadiri**



(Le président rwandais, Paul Kagamé (droite), et le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, lors du 30e sommet de l'UA, en janvier 2018.)

Montreuil : Après leur expulsion des locaux de l'Afpa, les Bara ont passé la nuit dehors



Montreuil (Seine-Saint-Denis), ce mardi soir. A 21h30, quelque 200 sans-papiers de l'ancien foyer Bara expulsés dans la nuit de lundi à mardi des locaux de l'ex-Afpa s'apprêtaient à passer la nuit dehors LP/M.Fr.

Les policiers ont délogé quelque 200 sans-papiers maliens. Ce mardi soir, ceux qu'on nomme aussi les Bara étaient toujours sans solution d'hébergement.

Seules quelques bâches protègent de la pluie battante leurs affaires et les flammes des feux de fortune allumés pour passer la nuit. Ce mardi soir, aux alentours de 23 h 00, les quelque 200 sans-papiers maliens de l'ex-foyer Bara, expulsés de l'ancien siège de l'Afpa (Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes), à Montreuil (Seine-Saint-Denis), étaient toujours sans solution d'hébergement d'urgence. «

Nous sommes des guerriers, mais tout de même, c'est une honte. Le maire nous a menti », assurent en chœur une bande de jeunes d'amis.

Aux alentours de 4 heures du matin, ces hommes âgés de 16 à 68 ans ont fait leurs valises à la hâte, jeté pêle-mêle leurs vêtements dans des sacs plastiques. Une évacuation ordonnée à deux jours de la trêve hivernale.

« Qu'allons-nous devenir ? »

Depuis, ils se serrent les coudes sur ce bout de trottoir de l'avenue du Général de Gaulle, attendant désespérément une solution de relogement leur évitant de passer une première

nuit dehors. « Pour se réchauffer », les plus jeunes dansent sur des rythmes reggae. Leur mot d'ordre, désormais : « On ne bouge pas sans solution. »

« Qu'allons-nous devenir ? S'enquiert Touré Kandé, un homme d'une cinquantaine d'années. Nous sommes plus de 200 sans-papiers. Nous travaillons tous ! »

A ses côtés, Sidibé, la soixantaine élégante, se protège de la pluie persistante sous un parapluie. « J'ai passé la nuit (précédente) à faire les paquets, dit-il. Je n'ai pas de papiers mais je travaille dans une entreprise de ménage depuis 1999. Là, je ne sais pas où aller, ni où poser mes bagages mais demain, je dois me rendre au travail. »

CAN U23 : L'absence de Sambou Sissoko expliquée par son club

A l'instar de plusieurs tels que Sékou Koïta, Mohamed Camara (Red Bull Salzburg) et autres, l'équipe nationale des moins de 23 ans du Mali sera privée de beaucoup de joueurs importants à la CAN Egypte 2019.

Les deux pensionnaires du club d'Autriche n'ont pas été libérés par leur employeur, certains joueurs ont dû déclarer forfait pour raison de blessure. C'est le cas de Sambou Sissoko, vainqueur de la CAN U20, également sélectionné par Fagnéry Diarra lors des éliminatoires, mais qui manquera la phase finale de la CAN Egypte.



Après son absence constatée sur la liste retenue pour la CAN, c'est son club qui a expliqué la raison de cette absence. " Une pensée spéciale pour les Hypos blessés. Sambou Sissoko va manquer la CAN U-23 Egypte 2019 mais aussi et surtout la double confrontation Djoliba-Elect sport comptant pour le tour de cadrage de la Coupe CAF. C'est triste de ne pas

vous voir fouler les pelouses car nous sommes de ceux qui pensent que vous êtes des joueurs fantastiques", a indiqué le Djoliba AC qui ajoute que le champion d'Afrique Juniors n'est pas seul dans cette triste situation avec le second blessé du nom de Mohamed Cissé.

■ **Alassane Cissouma**

Tottenham : Serge Aurier taclé après sa faute sur Mané

Fautif sur le penalty qui a occasionné le deuxième but de Liverpool, dimanche dernier (défaite 2-1), Serge Aurier n'a pas été épargné par les critiques.

Sur le deuxième but des Reds, l'ancien latéral du PSG a été coupable d'une faute sur Sadio Mané. L'attaquant sénégalais a pris de vitesse l'ivoirien et a cherché le penalty transformé par Salah (75').

Ancien joueur de Manchester United, Roy Keane, devenu consultant pour Sky Sports, a taclé l'ancien Parisien ainsi que son coéquipier Danny Rose.

«Les deux arrières latéraux de Tottenham étaient affreux. Je les appellerais Dumb et Dumber (en référence au film dans lequel Jim Carrey et Jeff Daniels incarnent deux personnages idiots, ndlr). J'ai trouvé qu'ils étaient



vraiment pauvres. Vous ne pouvez pas les comparer à ceux de Liverpool (Alexander-Arnold et Robertson), qui sont absolument fantastiques», a-t-il indiqué.

Et de poursuivre sur la faute de Serge Aurier sur Sadio Mané : « à ce moment-là, tu dois

faire preuve de lucidité. Tu es bien intervenu (en récupérant la balle devant l'attaquant sénégalais, ndlr), mais tu craques. Tu dois connaître les joueurs adverses. En studio, on savait cinq secondes avant ce qui allait se passer. Ce latéral est une catastrophe ».



Bélier (21 mars - 19 avril)

Il se peut que des changements interviennent au niveau d'une restructuration dans votre entreprise, si tel est le cas, on pourrait vous demander de participer plus activement à la vie de la société, ne refusez pas sans y avoir réfléchi au préalable.

Financièrement, les fins de mois sont parfois difficiles, mais aujourd'hui, vos finances gardent le cap, si en plus par chance on vous proposait un petit bonus, vous finiriez le mois en beauté. Vous êtes plutôt satisfait, il y a eu pire.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Plus calculateur qu'un collègue qui vise le même poste que vous, vous n'hésitez pas une seule seconde à user de tous les artifices possibles pour le devancer sur la ligne d'arrivée. Mauvais perdant, vous serez aujourd'hui impitoyable également...

Ami Taureau, à y regarder de plus près et en décryptant vos propos à la loupe, on s'apercevra très vite que les questions financières occuperont une place de plus en plus importante dans votre vie, et dans celle de votre famille... Forcément !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La journée est idéale pour exposer vos plans à vos supérieurs. Vous avez des idées géniales et vous essayez de les faire valoir. Vos collègues n'en reviennent pas et vous félicitent. Il y aura une très bonne ambiance au pot de ce soir.

Le noeud sud en Capricorne vous demande de lâcher vos rigidités en ce qui concerne la gestion de vos finances. N'écoutez plus la famille ou l'extérieur. Faites ce que vous ressentez à l'intérieur de vous.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La conjoncture évoquera des changements dans votre activité qui ne vous conviendront pas. Vous aurez du renfort avec Saturne qui vous aidera à résister et à exprimer avec professionnalisme vos arguments. Vous parviendrez à négocier vos avantages.

Vos finances vous causeront des soucis et franchement, vous en aurez plus qu'assez de ces hauts et ces bas, qui mettront à mal votre besoin permanent de sécurité matérielle. Vous les affronterez, les résoudrez, au prix d'une énorme prise de tête.



Lion (22 juillet - 23 août)

La nécessité de vous renouveler professionnellement pour pouvoir progresser à votre rythme devient plus urgente que jamais. Une personne se rapproche de vous, elle vous fait une belle proposition de travail, ne tardez pas à lui donner votre réponse.

Une belle récompense financière vient égayer votre journée, vos efforts ont payé, aujourd'hui c'est l'heure de la récolte ! Cela tombe à pic, car financièrement à la fin du mois, vous êtes souvent ric-rac. Vous pouvez dépenser par amour.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Fort du soutien d'une planète extrêmement combative, Mercure, vous avancerez dans vos tâches. Aujourd'hui, vous serez assez habile pour manoeuvrer afin de monter en grade, voire développer votre propre business... Vous voudrez aller haut et loin !

Si vous êtes chef d'entreprise ou actionnaire, vous vous sentirez trahi par un associé qui ne fera qu'exprimer ses désaccords. Ces derniers ne seront pas uniquement verbaux. En effet, vous pourriez recevoir de sa part plusieurs courriers recommandés...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

De fortes remises en question viennent à l'ordre du jour. Vous devez trouver des solutions nouvelles et vous adapter. Pour l'instant vous n'avez pas de visibilité à long terme mais vous devez faire avec et naviguer à vue.

De l'argent vous en avez mais vous avez peur des convoitises et vous essayez de le cacher à la vue de votre entourage. Ce n'est pas si simple. Et vous réfléchissez à des investissements assortis de réductions fiscales.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous aurez des doutes sur votre place, au sein de cette équipe, causés par des critiques assassines. Si vous êtes en poste depuis longtemps, un changement vous cultera vos repères. On pourrait vous retirer une responsabilité sans aucune justification.

Vos talents vaudront de l'or si vous savez vous vendre. Commencez par cibler les personnes d'être intéressées par vos prestations. Vous saurez enchaîner avec des arguments convaincants pour gagner leur confiance et l'affaire sera dans la poche.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

En défendant vos idées, vous pouvez vous faire des ennemis, mais peu importe, vous décidez que c'est comme ça et pas autrement. Vous avez des objectifs professionnels, vous montez un plan d'action afin de les réaliser. Votre motivation surprend.

Et si nos chères planètes vous mettaient au défi, histoire de tester votre résistance, vous n'auriez pas d'autres possibilités que de chercher des solutions et de bons tuyaux. C'est un peu la tendance du jour, votre débrouillardise doit se manifester.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous allez vous comporter comme une huître ! Vous serez recroquevillé non pas dans votre coquille, mais bel et bien dans votre bureau ! De plus, vous ne pourrez pas travailler aussi vite que vos collègues. Cela ne fera que renforcer votre agacement !

Si à un moment donné de votre vie, votre famille vous a coupé les vivres, vous en garderez un vilain souvenir. Cela se comprend aisément. De ce moment de tristesse, vous en avez tiré un élément positif : ne jamais faire de même avec votre propre famille...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Neptune en bon aspect avec Saturne vous donne l'imagination et l'objectivité. Vous avez la possibilité de réaliser des projets à long terme dans les meilleures conditions. Vous serez sérieux et efficace dans vos entreprises. Votre sixième sens vous aide à aborder la vie de façon plus globale.

Un carré Lune/Neptune, vous crée des malentendus dans tous les domaines. Votre imagination devient source de déceptions et d'insatisfactions. Ce n'est pas le bon moment pour décider de placements. Restez très prudent.



Poisson (19 février - 21 mars)

La voie sera libre pour lancer de nouveaux projets. Vous testerez l'impact de vos idées auprès d'une équipe réduite. Si vous venez de trouver un emploi, votre présence sera immédiatement appréciée, de quoi vous donner confiance en vos capacités.

Il va falloir vous accrocher, car vous manquerez de visibilité sur vos prévisions financières. Un bras de fer pourrait s'engager avec votre banquier ou avec un créancier dont l'attitude vous portera sur les nerfs. Méfiez-vous aussi d'une facture salée.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA